



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8497^e séance

Vendredi 29 mars 2019, à 14 h 30

New York

Président : M. Le Drian (France)

Membres :

Afrique du Sud	M. Matjila
Allemagne	M. Maas
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Ma Zhaoxu
Côte d'Ivoire	M. Amon-Tanoh
États-Unis d'Amérique	M. Hale
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
Guinée équatoriale	M ^{me} Mele Colifa
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Alotaibi
Pérou	M. Meza-Cuadra
Pologne	M ^{me} Wronecka
République dominicaine	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Lord Ahmad

Ordre du jour

La situation au Mali

Rapport du secrétaire général sur l'application du paragraphe 4 de la résolution 2423 (2018) du Conseil de sécurité (S/2019/207)

Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2019/262)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 14 h 40.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Mali

Rapport du Secrétaire général sur l'application du paragraphe 4 de la résolution 2423 (2018) du Conseil de sécurité (S/2019/207)

Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2019/262)

Le Président : Je souhaite chaleureusement la bienvenue au Secrétaire général, au Premier Ministre du Mali, aux Ministres de l'Allemagne, de la Côte d'Ivoire et du Royaume-Uni, au Sous-Secrétaire d'État aux affaires politiques des États-Unis d'Amérique et aux éminents représentants présents dans la salle du Conseil de sécurité. Leur présence aujourd'hui témoigne de l'importance de la question à l'examen.

Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Mali à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M. Soumeylou Boubèye Maïga, Premier Ministre de la République du Mali, et je demande au fonctionnaire du protocole de l'accompagner à son siège à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/207, qui contient le rapport du Secrétaire général sur l'application du paragraphe 4 de la résolution 2423 (2018) du Conseil de sécurité, et le document S/2019/262, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres.

Le Secrétaire général : Je vous remercie, Monsieur le Président, pour l'opportunité qui m'est donnée de présenter un exposé au Conseil. Je souhaite la bienvenue à S. E. le Premier Ministre Maïga.

Nous avons tous été horrifiés par la récente recrudescence de la violence dans le centre du Mali, en particulier par le meurtre d'au moins 160 civils le week-end dernier dans le village d'Ogossagou, dans la région de Mopti. Il semble que ce massacre, dans

lequel des familles entières, y compris des femmes et de jeunes enfants, ont été tuées à coups de machette dans leurs maisons, qui ont été ensuite incendiées, ait été prémédité. Si cette attaque est la pire commise à ce jour, ce n'est pas la première. J'adresse mes plus sincères condoléances aux familles des victimes ainsi qu'au peuple et au Gouvernement maliens, et je souhaite un prompt rétablissement aux blessés.

L'impunité ne fait qu'alimenter le cycle de la violence. Une enquête doit être menée de toute urgence sur cette attaque et les auteurs doivent être traduits en justice. J'exhorte les autorités maliennes à redoubler d'efforts afin de mettre fin aux violences et de rétablir la paix et la stabilité dans le centre du Mali. Cependant, à la mesure que ces attaques deviennent de plus en plus meurtrières et de plus en plus fréquentes, nous devons déterminer comment la communauté internationale peut faire pour mieux soutenir les autorités maliennes et protéger tous les Maliens, notamment les Peuls, qui ont été pris pour cible lors de ce massacre.

Dans le centre du pays en particulier, les conditions de sécurité se sont détériorées rapidement. Les groupes terroristes et les milices gagnent du terrain et deviennent plus dynamiques et mobiles. La montée des mouvements extrémistes amplifie d'anciennes tensions intercommunautaires entre groupes ethniques pour l'accès à la terre et à l'eau. La prolifération des armes légères et de petit calibre et l'acquisition d'armes par des groupes ethniques d'autodéfense ont causé une augmentation de la violence envers les civils. Si ces problèmes ne sont pas résolus, il y a de forts risques que la situation dégénère au point de donner lieu à des atrocités. L'an dernier, plus de 240 attaques ont été commises contre des civils, des représentants du Gouvernement malien et des membres de forces nationales et internationales, alors que ce chiffre était de 183 en 2016. Le nombre de personnes forcées de quitter leur foyer, qui était de 40 000 il y a un an, s'est élevé à 123 000 en février 2019, et les cas d'utilisation d'engins explosifs improvisés dans le centre du Mali ont plus que triplé, passant de 29 en 2017 à près de 100 en 2018.

Nous devons une profonde reconnaissance au Représentant spécial, Mahamat Saleh Annadif, et à son personnel militaire et civil pour le travail qu'ils accomplissent dans cette mission extrêmement difficile et dangereuse. Dix-huit Casques bleus du Tchad, de Guinée et de Sri Lanka ont perdu la vie au Mali au cours des 18 derniers mois. Je présente mes plus

sincères condoléances à leur famille et à leurs amis, mais leur sacrifice ne sera pas en vain. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a renforcé ses capacités de réaction, même lorsqu'elle est en forte infériorité numérique. Cependant, à mesure que les extrémistes étendent leurs activités et utilisent des armes de plus en plus sophistiquées, les forces maliennes et internationales doivent répondre présentes et renforcer leur riposte.

La MINUSMA travaille en étroite coordination avec les Forces de défense et de sécurité maliennes et les forces internationales présentes au Mali, à savoir la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) et l'opération française Barkhane. Je salue les récentes opérations menées par Barkhane et la Force conjointe du G5 Sahel, et le Conseil sait ce que j'estime nécessaire pour que la Force conjointe devienne pleinement opérationnelle.

(l'orateur poursuit en anglais)

Alors que les conditions de sécurité se détériorent, des mesures importantes ont été prises au cours des six derniers mois pour accélérer la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Plus de 1 400 ex-combattants à Gao, Kidal et Tombouctou ont rejoint l'armée malienne dans le cadre du processus accéléré de désarmement, démobilisation et réintégration, important signe d'engagement. Des administrations provisoires ont été mises en place dans chacune des cinq régions du nord. Des discussions sont en cours sur le renforcement de la participation des femmes au processus de paix. Le Gouvernement a lancé un vaste processus de réforme politique et administrative, jetant les bases d'un dialogue sur la manière dont les institutions maliennes peuvent servir au mieux les intérêts de la population. J'engage le Gouvernement à promouvoir la réconciliation et le dialogue intercommunautaire dans l'intérêt de l'inclusion, du renforcement de la résilience et de la cohésion sociale à partir de la base.

Je salue les efforts déployés par le Gouvernement pour rendre ce processus le plus inclusif possible en y associant les dirigeants politiques de tous horizons, les mouvements signataires et les groupes armés, des experts et des membres de la société civile. Les rencontres tenues récemment à l'initiative du Président Keita avec les dirigeants de l'opposition démocratique, dont Soumaïla Cissé, montrent de part et d'autre la volonté de dépasser la politique partisane et de soutenir les réformes. J'exhorte toutes les parties maliennes

à redoubler d'efforts, à aplanir leurs différends par le dialogue et à écouter la voix du peuple malien afin de rendre ces progrès irréversibles. J'engage également la communauté internationale à maintenir son appui.

Même si nous devons faire davantage pour soutenir les autorités maliennes et améliorer la sécurité dans l'ensemble du pays, les solutions militaires ne suffiront pas à elles seules à résoudre les défis du Mali. Nous ne pouvons enrayer la violence et l'instabilité qu'en nous attaquant aux causes profondes telles que la pauvreté, les changements climatiques, la lutte pour le contrôle des ressources, le sous-développement et l'absence de perspectives pour les jeunes. Au Mali, quelque 2,4 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire. Il n'y a que trois professionnels de santé pour 10 000 habitants dans les régions du nord et du centre. Plus de 800 écoles sont fermées et près d'un quart de million d'enfants n'ont pas accès à l'éducation.

La MINUSMA et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ont maintenant adopté un cadre stratégique intégré qui aidera à hiérarchiser les tâches et à définir les responsabilités pour soutenir les efforts de pérennisation de la paix plus larges et durables du Gouvernement malien. Plusieurs initiatives internationales importantes sont en cours, dont l'Alliance pour le Sahel, lancée par la France, l'Allemagne et l'Union européenne, qui vise à investir 9 milliards d'euros dans la région d'ici à 2022. En décembre dernier, le G5 Sahel a tenu à Nouakchott une conférence réussie des partenaires et des donateurs. Au-delà du fait que je me félicite de ces initiatives, elles sont insuffisantes. Je demande à tous de redoubler d'efforts pour s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité et de l'insécurité au Mali, grâce à l'aide humanitaire et à l'appui au développement durable, y compris les programmes d'atténuation des effets des changements climatiques et d'adaptation à ces effets.

La situation au Mali met à l'épreuve la capacité de la communauté internationale à se mobiliser en faveur de la paix et de la stabilité. Ce n'est pas une question d'altruisme, mais bien de sauvegarde. La sécurité au Mali a une incidence sur l'ensemble du Sahel, qui à son tour affecte la stabilité mondiale. L'ensemble de la région du Sahel fait face à de graves problèmes transnationaux, allant des changements climatiques et de la sécheresse à l'insécurité croissante, à l'extrémisme violent et au trafic de personnes, d'armes et de drogues. Le Conseil n'est pas sans connaître la menace grandissante qui pèse sur la stabilité au Burkina Faso. Nous ne pouvons rester

les bras croisés alors que la situation humanitaire se dégrade, que les écarts de développement se creusent et que les risques pour la sécurité deviennent insoutenables. J'appelle tous les acteurs nationaux, régionaux et internationaux à redoubler d'efforts pour faire face aux multiples menaces qui pèsent sur le Mali et la région du Sahel dans son ensemble. Investir dans la paix au Mali, c'est investir dans la sécurité mondiale.

Je demande instamment de continuer à appuyer sans réserve la MINUSMA et les organismes humanitaires et de développement des Nations Unies ainsi que nos partenaires sur le terrain. Toutefois, ce soutien, de façon isolée, ne sera jamais suffisant. Il n'existe aucune alternative à la volonté politique. J'appelle le Gouvernement malien, les dirigeants de l'opposition politique, ainsi que les mouvements signataires, à redoubler d'efforts afin de mettre fin aux problèmes auxquels le pays fait face. Il est désormais temps de travailler ensemble pour rétablir la paix et la stabilité au Mali.

Le Président : Je remercie le Secrétaire général de son intervention et en particulier de sa présence parmi nous aujourd'hui pour ce débat sur un sujet majeur.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la République française.

Avant toute chose, moi aussi, je veux avoir un mot pour les villageois qui ont été lâchement massacrés, samedi dernier, à Ogossagou, dans une attaque terrible. Cet événement tragique nous rappelle la nécessité d'agir pour le Mali. La France condamne cette attaque avec force, et j'appelle les autorités à tout mettre en œuvre pour retrouver et juger les auteurs de ce crime abominable et à désarmer les milices qui sèment la terreur dans le centre du Mali. L'émotion est à la mesure de la trahison que cette acte constitue de la tradition séculaire et de la tradition de tolérance du Mali.

En 2015, l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali a été conclu à Alger. Nous sommes aujourd'hui réunis pour un point d'étape sur sa mise en œuvre et pour évoquer le rôle décisif que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) joue sur place. Un accord, qui engage l'ensemble des parties pour le règlement du conflit, et une opération de maintien de la paix chargée d'appuyer ce processus, en synergie avec les autres forces de sécurité déployées dans le pays et en appui des actions de stabilisation et de développement :

voilà, en effet, les deux composantes fondamentales du processus de paix au Mali.

Au cours des six derniers mois, la mise en œuvre du processus de paix s'est accélérée. Il n'était que temps. En juin dernier, le Conseil de sécurité a tiré le signal d'alarme. Face aux retards persistants pris dans la mise en œuvre des principales dispositions prévues par l'accord, il a exprimé son impatience et appelé à un véritable sursaut de l'ensemble des parties maliennes. Dans sa résolution 2423 (2018), il a fixé des objectifs précis, en enjoignant le Gouvernement et les groupes armés signataires à les atteindre dans les six mois suivant l'investiture du Président malien. Le rapport que le Secrétaire général (S/2019/262) vient de présenter trace le bilan des actions engagées en ce sens. Cette évaluation nous donne une idée claire des progrès accomplis et des efforts qui restent à fournir. Les faits sont là et ils sont vérifiables : le sursaut attendu par le Conseil de sécurité a bien eu lieu. L'élection présidentielle s'est tenue dans des conditions sécuritaires satisfaisantes, y compris dans le nord du Mali. Je tiens, à ce propos, à rendre hommage à l'action déterminante de la MINUSMA, qui a accompagné ce scrutin ainsi que la reprise d'un dialogue national entre les autorités et l'opposition.

À Gao, Kidal et Tombouctou, les mécanismes de sécurité prévus par l'accord sont progressivement montés en puissance, en regroupant dans les trois villes plusieurs centaines de soldats de l'armée malienne et de combattants issus des groupes armés signataires. Cela a permis de lancer le processus de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR). Avec le retour de certains déserteurs, ce sont déjà près de 2 000 membres de ces groupes qui ont rendu les armes. Ils rejoindront bientôt les rangs de l'armée malienne, après une formation. Que d'anciens rebelles soient aujourd'hui sur le point de s'intégrer à l'armée nationale témoigne du chemin parcouru et montre que la confiance est désormais plus forte entre les parties. C'est un grand pas en avant, il ne faut pas le sous-estimer.

Les consultations en vue de la mise en place d'une armée reconstituée progressent également, avec l'accord entre parties maliennes sur les critères d'intégration des combattants, matérialisé par un décret signé début mars. La constitution d'unités spéciales anti-terroristes, prévue par l'accord de paix, est de même programmée. Parallèlement, le processus de décentralisation avance. À Kidal, Ménaka et Tombouctou, de nouvelles administrations intérimaires ont pris le relais au niveau régional et départemental. Les transferts de ressources

financières et humaines se feront progressivement. Il y a un mois, un décret important a été pris pour cadrer le transfert des services compétents. Sur le volet du développement, un fonds fiduciaire a été mis en place et une loi créant une zone de développement pour le nord est à l'étude.

La participation des femmes au processus de paix était jusqu'ici marginale. Désormais, elle progresse. Le Gouvernement du Premier Ministre Maïga compte 11 femmes, conformément à l'objectif fixé par la législation malienne. Des femmes ont également été nommées dans les autorités intérimaires et, avec l'aide de la MINUSMA, l'implication des femmes dans le Comité de suivi de l'Accord sera prochainement renforcée.

Enfin, les parties dialoguent désormais régulièrement dans la confiance, notamment grâce au nouveau Ministère de la cohésion sociale, de la paix et de la réconciliation nationale, dont je veux saluer le chef de file, le Ministre Bouaré.

Je félicite donc les autorités maliennes – le Président Keita et le Premier Ministre Maïga, dont la présence parmi nous témoigne de l'importance qu'il attache à l'accord et dont je salue l'action. Je salue aussi l'ensemble des parties au processus de paix qui ont su trouver les ressources et la détermination nécessaires pour faire en sorte que ce sursaut ait lieu. Mais aujourd'hui, il faut le confirmer et il faut l'inscrire dans la durée. Nous attendons de toutes les parties qu'elles poursuivent leurs efforts. Le processus de DDR doit être mené à son terme, la constitution et le redéploiement des unités reconstituées doit faire l'objet d'un calendrier. La décentralisation doit se poursuivre à l'issue de consultations inclusives, et sur le terrain, le développement doit devenir une réalité au service des populations.

S'agissant du développement, je souhaite d'ailleurs rappeler la détermination de la France et de l'Allemagne à agir dans la région, aux côtés de nos partenaires de l'Alliance pour le Sahel. L'heure de l'inertie et du statu quo est maintenant derrière nous : l'ensemble des parties doivent remplir leurs obligations. S'il le faut, il faudra envisager de nouvelles sanctions à l'encontre de ceux qui pourraient entraver la mise en œuvre de l'accord. Pour confirmer la détermination du Conseil, de nouvelles désignations pourraient être nécessaires au titre du régime de sanctions mis en place par la résolution 2374 (2017).

Aujourd'hui, je veux dire aussi à nos amis maliens que l'attention du Conseil de sécurité ne faiblira pas. Nous fixerons de nouveaux objectifs concrets de mise en œuvre de l'accord, fondés sur des critères précis, si possible agréés entre toutes les parties maliennes. Je les invite à travailler à l'élaboration d'une nouvelle feuille de route, tenant compte de ce qui a été réalisé et de ce qui reste à entreprendre, gage de leur engagement renouvelé pour la mise en œuvre de l'accord. La résolution du Conseil de sécurité qui renouvellera le mandat de la MINUSMA, en juin prochain, pourrait servir à formaliser ces objectifs.

La MINUSMA, justement, a joué un rôle déterminant pour aider les parties maliennes à réaliser ces avancées majeures. Je tiens à souligner ici le travail remarquable accompli par M. Mahamat Saleh Annadif, le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali. Je tiens aussi à saluer l'engagement de toutes ses composantes civiles et militaires et à rendre hommage aux soldats tombés au service de la paix dans cette mission exigeante et dangereuse. La MINUSMA a entrepris des efforts importants pour s'adapter, pour s'adapter aux besoins opérationnels, pour s'adapter à la dynamique du processus de paix, en sécurisant le lancement du processus de DDR dans le nord du Mali.

Elle a également démontré sa réactivité face à la dégradation de la situation sécuritaire dans le centre, où les faits imposent une action déterminée pour mettre fin aux violences. Soyons clairs, la responsabilité première de la stabilisation devra être mise en œuvre par les autorités maliennes mais nous devons constater également que la MINUSMA est la seule présence internationale dans cette région et la plus à même d'y soutenir les efforts des autorités maliennes.

La France, avec les soldats de l'opération Barkhane, continuera à l'épauler aussi souvent et aussi longtemps qu'il le faudra. Il y a peu, nous lui apportons notre soutien aérien, lors des attaques des camps de Tombouctou, de Ber et d'Aguelhok. Lorsque c'est nécessaire, le service de santé de l'opération Barkhane prend en charge des Casques bleus blessés au combat. Ces exemples montrent que, tant au plan opérationnel qu'au plan logistique, la MINUSMA et l'opération Barkhane agissent en étroite corrélation et se renforcent mutuellement dans l'exercice de leurs fonctions et de leurs missions respectives. Si chacune a son mandat et sa posture propres, elles partagent un même objectif : la mise en œuvre de l'accord de paix.

Grâce à l'action de stabilisation accomplie par la MINUSMA, grâce au soutien qu'elle apporte à la réconciliation intercommunautaire et au redéploiement de l'État dans le centre du pays, l'opération Barkhane peut se consacrer désormais à l'antiterrorisme et lutter contre l'emprise territoriale des groupes armés djihadistes. Il s'agit d'une mission de longue haleine, d'une mission ardue mais nous avons déjà – comme les membres le savent – remporté récemment des victoires significatives.

Une dynamique nouvelle s'est amorcée dans la mise en œuvre de l'accord de paix. Six mois après l'investiture du Président Keita, nous ne pouvons que nous en féliciter. Sans l'appui de la MINUSMA, ce processus n'aurait pu s'engager ni, aujourd'hui, se poursuivre. Je suis heureux de constater que nous avançons dans la bonne direction mais il y a encore une longue route à parcourir, que ce soit dans le domaine politique, sécuritaire ou du développement, pour les parties maliennes ou les soutiens internationaux, et je pense qu'il importe désormais que chacun poursuive ses efforts de manière concertée et cohérente dans cette direction.

Je reprends mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne à présent la parole au Ministre fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne.

M. Maas (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je suis heureux de participer à l'important débat du Conseil de sécurité aujourd'hui, sous la direction de S. E. M. Le Drian, Ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la République française. Le fait que je sois assis à ses côtés au Conseil souligne à quel point la France et l'Allemagne collaborent étroitement en tant que membres du Conseil pour promouvoir le multilatéralisme et coopérer sur le terrain, par exemple au Mali.

Ma visite au Mali il y a quelques semaines m'a rappelé à quel point c'est important. Je me souviens très bien d'une discussion que j'ai eue avec des jeunes à Gao. Ils m'ont raconté comment ils se sont battus pour résister au terrorisme islamiste en 2013. Ils ont également évoqué la manière dont ils œuvrent à promouvoir la paix depuis lors. Ils n'ont pas permis que leur liberté, notamment la liberté de pensée, leur soit enlevée. Comment ont-ils trouvé le courage nécessaire? « Parce que c'est notre pays », m'ont-ils dit. Pour moi, c'est encourageant, parce que ce sont les femmes et les hommes du Mali qui détiennent la clef d'un avenir pacifique pour leur pays. C'est pourquoi je suis très heureux que le Premier

Ministre Maïga nous ait rejoints aujourd'hui pour cet important débat.

Le chemin qui mène à la paix et la réconciliation est long. Même si les dirigeants maliens jouent un rôle crucial, le Mali continuera d'avoir besoin d'un appui international tandis qu'il avance sur cette voie. Il aura besoin d'être accompagné par le Conseil de sécurité. Notre message aujourd'hui est que le Conseil est prêt à le soutenir. Le Conseil l'a d'ailleurs souligné la semaine dernière lors de sa mission au Mali et au Burkina Faso, mission organisée par l'Allemagne, la France et la Côte d'Ivoire. L'Union européenne est prête à continuer de former et d'appuyer les forces de sécurité maliennes.

Notre appui au Mali est assuré par les composantes civile, policière et militaire de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), qui servent souvent au péril de leur vie. Les femmes et les hommes en uniforme que j'ai rencontrés à Gao m'ont dit eux-mêmes à quel point cette mission est dangereuse. Ils font un travail formidable et nous leur en sommes tous extrêmement reconnaissants. L'action de la MINUSMA mérite notre plein appui. La MINUSMA a besoin d'un mandat robuste et complet. L'Allemagne continuera d'œuvrer dans ce sens au sein du Conseil de sécurité. Nous sommes prêts à continuer de participer à la MINUSMA avec notre contingent de Casques bleus le plus important. L'Allemagne se tient aux côtés du Mali et de son peuple.

Le terrible massacre qui a eu lieu la semaine dernière près de Mopti a montré qu'une menace considérable pèse toujours. Plus de 160 personnes ont été tuées, dont nombre de femmes et d'enfants. Les auteurs de ce crime odieux doivent être traduits en justice. Il doit nous rappeler combien il importe de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour améliorer les conditions de sécurité.

La coopération régionale dans la région du Sahel conserve elle aussi toute son importance, d'autant que nombre des difficultés ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Nous appelons le Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) à faire rapidement en sorte que la Force conjointe soit pleinement opérationnelle, un effort que l'Allemagne et l'Union européenne soutiennent. En outre, la MINUSMA doit continuer à jouer un rôle important dans l'appui au G5 Sahel.

Quelle que soit l'ampleur de la contribution de la MINUSMA à la stabilisation du Mali, une mission

de paix ne saurait se substituer au processus politique. Il est donc très important que le Gouvernement ait lancé d'importantes réformes. Le Secrétaire général a raison de souligner dans son rapport (S/2019/262) que le processus de paix bénéficie depuis peu d'un nouvel élan. La démobilisation, le désarmement et la réintégration des ex-combattants progressent. Les travaux de réforme de la Constitution ont commencé. Ces réformes doivent être poursuivies avec constance, et les prochaines élections législatives constituent une autre étape importante.

Mais un autre facteur est également nécessaire. Pour une paix véritablement durable, il faut veiller à ce que les droits de l'homme soient respectés, à ce que les femmes jouent un rôle de premier plan dans le processus de paix, à ce que les divers groupes sociaux et régions du Mali soient unifiés, à ce que les structures de l'État soient renforcées partout dans le pays et à ce que des débouchés économiques soient créés, notamment pour les jeunes. C'est une tâche considérable, mais je suis convaincu qu'elle peut être accomplie parce que le Mali a un avantage énorme : il dispose d'une société civile robuste et dynamique et de jeunes qui croient en l'avenir du Mali et qui, face à de nombreuses difficultés, ont décidé de rester et de se construire un avenir, parce que c'est leur pays. Ces gens ont besoin de notre soutien et je crois qu'ils le méritent.

Le Président : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République de Côte d'Ivoire.

M. Amon-Tanoh (Côte d'Ivoire) : Intervenant pour la première fois en séance publique, sous la présidence française du Conseil de sécurité, il me plaît de féliciter votre pays, Monsieur le Président, et de lui exprimer toute l'appréciation de la Côte d'Ivoire, pour le bon déroulement des travaux du Conseil et pour les thèmes judicieux abordés.

J'adresse mes chaleureuses et fraternelles salutations à S. E. M. Soumeylou Boubèye Maïga, Premier Ministre de la République du Mali, ainsi qu'à la Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale et au Ministre de la cohésion sociale, de la paix et de la réconciliation nationale. Leur présence témoigne à suffisance de l'engagement, au plus haut niveau de l'État malien, à œuvrer, de concert avec les Nations Unies et les partenaires, à la consolidation de la paix et de la sécurité au Mali.

Je salue bien évidemment la présence de mon frère, S. E. M. le Ministre des affaires étrangères, de

la coopération et des Burkinabé de l'extérieur, dont l'engagement en faveur de la cause du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) est connu de tous. Je lui renouvelle ma sympathie.

Je salue également la présence distinguée de S. E. M. le Ministre fédéral des affaires étrangères allemand, et lui adresse par avance mes félicitations, pour la présidence allemande du Conseil pour le mois d'avril. Je salue enfin tous les ministres qui rehaussent de leur présence cette séance.

Je voudrais à présent féliciter M. Mohamed Saleh Annadif, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali, et son personnel, pour les efforts multiformes déployés par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), en soutien au processus de paix dans ce pays, conformément à la résolution 2423 (2018).

Ma délégation salue la tenue de cette séance, qui illustre, une fois de plus, l'intérêt de la France pour la restauration de la paix et de la sécurité au Mali et dans la sous-région ouest-africaine. Je félicite le Secrétaire général pour la qualité de ses rapports (S/2018/207 et S/2019/262) et pour l'intérêt qu'ils suscitent. Ils appellent de la part de la Côte d'Ivoire des observations sur les situations politique, sécuritaire et humanitaire au Mali, ainsi que sur les activités de la MINUSMA, dans un contexte de plus en plus difficile, qui nous invite à opérer d'importants ajustements dans notre réponse collective à la situation au Mali.

Au plan politique, la Côte d'Ivoire prend note de l'évaluation faite par le Secrétaire général des initiatives prises par les parties maliennes en vue de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale, issu du processus d'Alger. Elle salue en conséquence la création d'un ministère de la cohésion sociale, de la paix et de la réconciliation nationale, important outil institutionnel qui révèle le souci du Gouvernement malien d'intensifier la coordination de l'action gouvernementale dans l'opérationnalisation de l'Accord susmentionné. Mon pays voudrait, à cet égard, encourager les acteurs politiques maliens, ainsi que la société civile, à conjuguer davantage leurs efforts, en vue de créer les conditions d'un retour rapide et durable de la paix, de la sécurité et de la stabilité au Mali, particulièrement dans les régions du nord et du centre.

Le Pacte pour la paix, signé le 15 octobre 2018, institue une réponse encourageante et positive des autorités maliennes aux attentes du Conseil et de la

communauté internationale. Elle traduit également leur volonté de privilégier un processus de paix plus inclusif.

L'engagement des groupes armés signataires à s'inscrire dans un processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) accéléré, de même que l'intégration des éléments du Mécanisme opérationnel de coordination à Gao, Kidal et Tombouctou, sont autant de signaux encourageants.

Mon pays se réjouit donc du lancement, le 6 novembre 2018, du processus de DDR *ad hoc* accéléré qui a permis l'intégration de combattants issus du Mécanisme opérationnel de coordination dans le dispositif sécuritaire républicain. Il conviendrait d'accélérer également le processus de réforme du secteur de la sécurité. Ceci est indispensable à la réduction des violences et à la construction d'une armée malienne républicaine, instrument privilégié au service de la paix et de la stabilité.

Nous restons convaincus que les autorités maliennes sauront capitaliser sur la dynamique positive du scrutin présidentiel pour organiser les prochaines élections législatives, conformément à leur souci permanent de renforcer l'ancrage de la démocratie dans leur pays.

La réussite du processus de sortie de crise au Mali est l'affaire de tous. Il est indispensable que les efforts des acteurs locaux bénéficient du soutien constant de la communauté internationale, notamment de l'Organisation des Nations unies, de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Observateur indépendant, qui doivent maintenir leur niveau de mobilisation en faveur de la consolidation de la paix au Mali et dans la sous-région.

Au plan sécuritaire, mon pays partage les préoccupations exprimées par le Secrétaire général sur la situation qui prévaut, notamment dans les régions du nord et du centre du Mali, où les attaques de groupes extrémistes et les épisodes récurrents de violences intercommunautaires sapent les équilibres sociaux, fondements de la coexistence pacifique entre les populations. Ces attaques fragilisent également la stabilité des pays limitrophes tels que le Niger et le Burkina Faso, auxquels je réitère les condoléances et la compassion de la Côte d'Ivoire. La lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière organisée constitue par conséquent un enjeu de sécurité régionale. Elle nécessite une réponse collective et une coordination des efforts de tous les acteurs.

Au Mali même, le dernier acte de ces accès de violences reste l'attaque meurtrière perpétrée le 23 mars 2019 contre des populations civiles vulnérables, dans le village d'Ogossagou dans le centre du pays, où 160 personnes, essentiellement des femmes, des enfants et des vieillards, sans défense, ont été systématiquement massacrées. Ces tueries, et bien d'autres auparavant, interpellent le Conseil sur la nécessité de prendre des mesures urgentes pour accompagner le redéploiement des institutions policières et judiciaires devant permettre à l'État malien d'assurer pleinement ses fonctions régaliennes. Nous saluons la décision du Gouvernement malien de diligenter une enquête pour faire la lumière sur ces crimes, retrouver les auteurs de ces actes odieux et les traduire en justice. Cette initiative doit être soutenue par les Nations Unies.

La Côte d'Ivoire note avec satisfaction les efforts conjugués des États membres du G5 Sahel et des donateurs internationaux, qui ont permis, lors de la table ronde tenue à Nouakchott, le 6 décembre 2018, de mobiliser 2,4 milliards d'euros, pour le financement des 40 projets structurants inscrits au Programme d'investissements prioritaires 2019-2020.

À ce propos, mon pays réaffirme sa conviction que l'opérationnalisation de la Force conjointe du G5 Sahel est d'une importance capitale pour une lutte efficace contre le terrorisme et la restauration de la paix et de la stabilité dans la sous-région. C'est pourquoi, il appelle la communauté internationale, notamment les Nations Unies et les partenaires financiers internationaux, à œuvrer de concert pour fournir rapidement à cette force les moyens nécessaires à son action. Cela passe également par une relecture de l'Accord technique, qui définit les modalités de soutien de la MINUSMA à la Force conjointe.

Abordant maintenant la crise humanitaire préoccupante qui pourrait, selon le rapport du Secrétaire général (S/2019/262), affecter 7,2 millions de personnes en 2019, la Côte d'Ivoire voudrait saluer l'assistance fournie par les organismes spécialisés. Elle invite la communauté internationale à davantage de solidarité et à une plus grande mobilisation, afin de soulager dans l'urgence les populations en détresse. Nous restons persuadés que les réponses multiformes aux défis humanitaires devraient s'inscrire dans une approche intégrant la promotion du développement économique, y compris la lutte contre la pauvreté et le chômage, causes sous-jacentes de l'insécurité et de l'instabilité en Afrique. C'est le lieu de se féliciter du lancement de

l'Alliance pour le Sahel et du Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel qui visent à intensifier et à mieux coordonner l'appui aux États de la région dans leurs efforts de développement.

S'agissant de la MINUSMA, maillon essentiel du dispositif sécuritaire actuel au Mali et dans la sous-région, mon pays est d'avis qu'elle doit indéniablement bénéficier du soutien constant du Conseil. En effet, la complémentarité de ses actions avec celles des différentes forces en présence, à savoir les Forces armées maliennes, la Force conjointe du G5 Sahel, l'opération Barkhane et les missions européennes, constitue un atout considérable dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé dans toute la sous-région. Dès lors, il apparaît impérieux de veiller à renforcer ses capacités afin de lui permettre de réagir efficacement aux attaques contre ses personnels civils et militaires, ou de les anticiper. À cet effet, la Côte d'Ivoire se félicite du fait que sa volonté de contribuer davantage aux opérations de maintien de la paix ait été matérialisée par la décision du Secrétaire général de projeter un contingent de 650 soldats ivoiriens sur le théâtre des opérations de la MINUSMA, très prochainement, en plus des 150 soldats déjà présents sur le terrain.

Notre débat se déroule dans un contexte sécuritaire régional préoccupant, caractérisé par la prolifération sans précédent de groupes terroristes, l'aggravation des conflits intercommunautaires, la progression alarmante d'une économie criminelle structurée et des trafics en tout genre, qui sapent les fondements de nos États. Les signaux inquiétants se multiplient, et nous devons, dans le cadre du Conseil, aller plus loin et faire preuve de pragmatisme dans notre soutien à la lutte contre le terrorisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Plus que par le passé, la MINUSMA a aujourd'hui besoin, pour mettre efficacement en œuvre son mandat de maintien de la paix, d'un bras séculier régional, doté d'un mandat coercitif dans la lutte contre les groupes terroristes. C'est le sens de l'appel constant du Président Alassane Ouattara pour un engagement fort des grands pays et des Nations Unies, en particulier du Conseil, au profit du G5 Sahel, dont l'action a vocation à s'inscrire dans la durée.

À cet égard, la Côte d'Ivoire voudrait lancer un appel à l'unité du Conseil et à la mobilisation constante de la communauté internationale autour de la MINUSMA, dont le renforcement du mandat est plus que nécessaire, ainsi qu'en faveur de son soutien

logistique et opérationnel à la Force conjointe du G5 Sahel, conformément à la résolution 2391(2017).

Pour conclure, mon pays exhorte le Conseil à renforcer son appui au Gouvernement malien dans ses efforts pour restaurer la paix et la stabilité et promouvoir le développement économique et social.

M. Hale (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que le Secrétaire général, M. Guterres, des exposés d'aujourd'hui. Je voudrais remercier aussi les représentants de la France, de l'Allemagne et de la Côte d'Ivoire d'avoir coordonné la récente visite du Conseil de sécurité au Mali et au Burkina Faso. Les membres du Conseil ont constaté de première main les défis politiques et de sécurité auxquels sont confrontés les deux pays. Un dialogue franc sur la réalité de la situation permettra au Conseil d'aider à promouvoir la paix et la sécurité et à améliorer les conditions de vie des populations de la région.

Le Conseil se doit de reconnaître la gravité de la situation en matière de sécurité au Mali. Bien que les contingents de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Mali (MINUSMA) portent des casques bleus, ils se trouvent dans un environnement qui dépasse largement les limites du maintien de la paix traditionnel. Les soldats de la paix de la MINUSMA sont systématiquement et délibérément attaqués par des extrémistes mobiles, intelligents et bien organisés qui n'ont pas l'intention de s'arrêter, et la MINUSMA en a souffert. C'est la mission de maintien de la paix la plus dangereuse au monde, qui a enregistré un taux de pertes sans précédent. Trop grand a été le nombre de soldats de la paix qui ont été tués ou dont la vie et celle de leur famille a été brisée après que des blessures les ont rendus invalides. L'Amérique honore leurs sacrifices et exprime sa gratitude et ses remerciements aux militaires, aux policiers et aux civils de la MINUSMA qui se sacrifient au quotidien pour promouvoir la paix et la stabilité au Mali, ainsi qu'à leurs familles.

Cette violence, ajoutée à la montée des violences intercommunautaires et interethniques, notamment dans le centre du Mali, est accompagnée d'une absence de progrès inacceptable dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. Dans sa résolution 2423 (2018), le Conseil de sécurité prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport spécial sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des sept dispositions principales

de l'Accord. Il le prie de faire des recommandations en vue d'une adaptation considérable de la MINUSMA si des progrès significatifs ne sont pas accomplis dans la mise en œuvre de ces critères. Le rapport du 5 mars (S/2019/207) fait état de quelques progrès dans le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR), et prend note du bon déroulement de l'élection présidentielle de 2018 au Mali. Toutefois, nous sommes déçus que le rapport ne fournisse pas une évaluation claire de l'absence de progrès significatifs sur tous les points pendants. Cette lacune contraste avec le rapport de l'Observateur indépendant qui fait état de progrès préliminaires mais tire la sonnette d'alarme quant à l'absence de volonté politique de mettre en œuvre l'Accord.

Étant donné la gravité de la situation en Mali, nous avons fait clairement part à toutes les parties de notre déception face à l'absence de progrès significatifs, un seul des sept critères ayant été totalement achevé. Ce n'est pas le moment de faiblir ni de prétendre que la paix au Mali progresse suffisamment. Nous espérons voir des progrès dans la mise en œuvre des mesures en suspens avant la négociation par le Conseil de sécurité de la prorogation du mandat de la MINUSMA en juin. En particulier, nous examinerons soigneusement les progrès et nous voudrions voir des progrès accomplis dans trois domaines.

Premièrement, le Mali doit élargir l'inclusivité du processus de réforme de la Constitution, qui doit conduire à un référendum légitime sur la modification de cette dernière. Cette étape est essentielle pour la viabilité de l'Accord et pour l'avenir de Mali après la MINUSMA. Les groupes armés, l'opposition et la société civile doivent pouvoir apporter leur contribution dans le cadre d'un processus inclusif. Deuxièmement, les parties à l'Accord d'Alger devraient accélérer l'intégration, la formation et le déploiement des combattants participant au programme de DDR dans le nord du Mali. Troisièmement, le Gouvernement doit transformer en loi le projet de décret portant création d'une zone de développement dans les régions du nord et affecter davantage de ressources aux administrations intérimaires dans le nord. Le Gouvernement doit faire en sorte que les administrations intérimaires n'aient pas simplement une présence symbolique, mais soient réellement en mesure de fournir des services. L'inclusivité et des progrès politiques transparents sont retardés depuis bien trop longtemps.

Nous nous sommes concentrés sur le nord, alors que dans le centre du Mali la sécurité se détériore aussi. Au cours des premiers mois de cette année, nous avons vu comment la situation est devenue plus précaire avec, comme les orateurs qui m'ont précédé l'ont noté, plus de 160 personnes tuées rien que samedi dernier, la perte de 23 soldats dans l'attaque de Diourra, et des menaces continues contre les civils. Les organismes des Nations Unies indiquent maintenant qu'au cours des deux premiers mois de 2019, 70 % des violations des droits de l'homme et 80 % des pertes civiles au Mali ont eu lieu dans le centre du pays. Le Gouvernement et la MINUSMA ont la responsabilité de protéger les civils dans l'ensemble du pays, et pas uniquement dans le nord. Nous sommes encouragés par les changements que le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Annadif, et le commandant de la force Gylensporre ont apportés depuis le mandat de l'année dernière. Ce sont des dirigeants forts, dont les équipes ont permis que la Mission reste concentrée sur son mandat et qui l'on rendue plus intégrée et plus efficace.

Mais aussi courageux que soient les efforts que déploient les contingents, la MINUSMA ne pourra pas combler le fossé si le Gouvernement et les parties à l'Accord d'Alger ne progressent pas dans la mise en œuvre de ce dernier. Pourtant, le Conseil a tout fait au cours des six années d'existence de la MINUSMA pour que cette dernière fonctionne de manière optimale et réduise au minimum les risques encourus par les soldats de la paix. L'incapacité des parties maliennes à accomplir des progrès significatifs après avoir signé l'Accord de paix au Mali en 2015 a inhibé la capacité de la Mission de mettre pleinement en œuvre le mandat. Cet échec a exposé encore davantage les civils, les soldats de la paix et les forces nationales et internationales à la menace du terrorisme tandis que la violence intercommunautaire se propageait à l'ensemble de la région. Malgré les quelques progrès accomplis ces derniers mois et ceux, modestes, enregistrés au cours des années précédentes, le moment est venu maintenant de dire si une mission de maintien de la paix dans un tel environnement est la solution appropriée ou efficace au problème qui se pose dans le nord du Mali.

Pour que nous puissions nous prononcer sur l'avenir de la MINUSMA, nous demandons au Secrétaire général de répondre à la demande du Conseil, telle qu'énoncée au paragraphe 6 de la résolution 2423 (2018), de nous proposer des options pour une adaptation significative de la MINUSMA, et ce avant la négociation de son mandat en juin. Six des sept critères n'ont pas été

complétés et aucun progrès significatif n'a été accompli sur la plupart d'entre eux. Nous voulons un plan qui permette à la MINUSMA d'améliorer l'environnement de sécurité et la lutte contre le terrorisme, de protéger le personnel, et d'appuyer plus efficacement qu'à l'heure actuelle les progrès politiques. Le plan doit inclure des options pour une adaptation afin que le Conseil puisse déterminer la meilleure façon d'aller de l'avant dans un environnement aussi précaire. Il doit, enfin, proposer des solutions pour remédier à la grave instabilité au centre du Mali.

Pour en venir au Mali lui-même, un processus inclusif de modification de la Constitution nécessitera un énorme courage politique et un apport important de la part de toutes les parties concernées. Un processus de réforme de la Constitution inclusif permettra à toutes les institutions maliennes de faire entendre leur voix. Il permettra aussi la décentralisation du pouvoir et l'instauration d'un véritable dialogue politique, qui sont tous des mesures importantes vers la rétablissement de la sécurité et de la gouvernance dans l'ensemble du pays. Nous demandons aux dirigeants maliens d'œuvrer de concert pour garantir un partage réel et durable du pouvoir. Les progrès bénéficieront à la région, mais par-dessus tout au peuple du Mali. Ce n'est qu'en jetant une passerelle entre les différentes communautés maliennes que les dirigeants traceront la voie d'un avenir plus sûr pour tous – une voie qui offrira des possibilités et un avenir plus prospère au Mali et à son peuple.

Lord Ahmad (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette importante séance, et remercier aussi le Secrétaire général de son exposé complet et riche en informations. Comme beaucoup d'autres, je suis moi aussi impatient d'entendre le Premier Ministre Maïga nous présenter son point de vue sur les défis auxquels est confronté son pays. Mais je voudrais auparavant lui exprimer, au nom du Gouvernement du Royaume-Uni, nos sincères condoléances à la suite de la mort tragique de plus de 160 personnes dans le dernier incident de violence à Ogossagou. Étant donné les problèmes de sécurité actuels, nous ne pouvons que nous féliciter des récentes mesures que son gouvernement a prises pour mettre en œuvre l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, notamment le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

Mais si les progrès de ces derniers mois ont été plus encourageants que ceux accomplis au cours des années précédentes, le Royaume-Uni note que le rapport

du Secrétaire général (S/2019/207) souligne nombre de domaines où les progrès n'ont pas correspondu aux critères établis dans le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Mali (MINUSMA). Il est clair qu'il reste encore beaucoup à faire pour que le Mali arrive à instaurer une paix et une stabilité à long terme.

Même là où des mesures positives ont été prises, des changements fondamentaux sont nécessaires pour réaliser la paix, le développement durable et la prospérité. C'est notamment le cas pour ce qui est de la réforme constitutionnelle, de la décentralisation, de la réforme du secteur de la sécurité, du développement économique du nord de Mali et de la participation effective des femmes au processus de paix. Je salue l'engagement du Gouvernement malien à organiser un référendum sur la Constitution avant la fin du mois de juin. Afin de donner au processus de réforme les meilleures chances d'aboutir, nous prions instamment le Gouvernement de veiller à ce qu'il soit dûment inclusif, et qu'il implique de véritables consultations avec toutes les parties signataires de l'Accord de paix et tous les secteurs de la société malienne. Nous nous félicitons également de l'engagement sans équivoque pris par le Premier Ministre de stabiliser la situation dans le centre du Mali. Nous espérons qu'il pourra donner des assurances que le plan du Gouvernement aura un caractère véritablement global et sera adéquatement financé, pour en garantir l'efficacité.

La MINUSMA joue un rôle essentiel au Mali dans des circonstances extrêmement difficiles. Le Royaume-Uni condamne sans équivoque les attaques qui ont pris récemment pour cible le personnel de la MINUSMA, et nous voudrions adresser nos condoléances aux familles des personnes qui ont perdu la vie. Alors qu'approche la prorogation du mandat de la MINUSMA en juin, le Royaume-Uni souhaite travailler avec tous ceux qui sont ici aujourd'hui pour faire fond sur les progrès enregistrés récemment et pour améliorer encore l'efficacité de la Mission. Tout particulièrement, nous voulons un mandat qui lui permette de continuer à se concentrer sur ses tâches principales dans le nord du pays et à exploiter ses points forts. L'impact politique de la MINUSMA a été plus significatif chaque fois qu'elle a usé de ses bons offices pour désamorcer les tensions et faciliter des compromis difficiles indispensables. Ces compromis sont absolument essentiels pour faire la paix, et nous estimons que la Mission peut faire davantage dans ce domaine, notamment dans le centre du Mali.

En ce qui concerne les opérations militaires de la MINUSMA, nous sommes préoccupés par le fait que la Mission continue de consacrer trop de temps et d'argent au ravitaillement et à la protection de la force plutôt qu'à la protection du peuple malien. Nous voulons aider la Mission à réaliser des économies à plus long terme afin de lui permettre de libérer des capacités, ce qui est indispensable pour sauver des vies humaines. Enfin, nous devons tous garder à l'esprit que la MINUSMA n'est pas une solution permanente, mais un moyen d'arriver à un but, à savoir l'instauration d'une paix pérenne au Mali. Nous devons tous œuvrer de concert à l'échelle de toute la famille des Nations Unies pour réaliser cet objectif.

Pour terminer, je voudrais souligner l'importance que le Royaume-Uni attache aux progrès qu'il convient de réaliser au Mali et dans l'ensemble de la région du Sahel. Les questions que nous examinons aujourd'hui ont de lourdes implications à long terme, non seulement pour la sécurité et la prospérité du peuple malien, mais aussi pour l'ensemble de la région, voire pour l'Europe. C'est la raison pour laquelle le Royaume-Uni a décidé d'intensifier son action au Sahel. Nous travaillons déjà en coopération avec les pays de la région pour appuyer la paix, le développement et la prospérité. Nous sommes le troisième donateur humanitaire dans la région. Nous comptons agrandir notre ambassade au Mali, qui dirige nos efforts concernant les questions dont nous discutons aujourd'hui. Nous comptons également ouvrir de nouvelles ambassades au Niger et au Tchad et élargir notre programme en faveur de la stabilité et du développement. Alors que nous intensifions notre action au cours des prochaines années, notre approche reposera sur les principes d'un partenariat franc et ouvert, aussi bien avec les peuples et les gouvernements des pays de la région qu'avec l'ensemble de nos partenaires internationaux. Je me réjouis à la perspective de coopérer avec nombre de ceux qui sont ici, avec le Gouvernement malien et avec tous nos partenaires pour réaliser nos ambitions communes et nos objectifs communs.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous voudrions saluer la présence du Premier Ministre de la République du Mali, S. E. M. Soumeylou Maïga, à la présente séance et remercier le Secrétaire général, M. António Guterres, de son exposé.

D'emblée, nous voudrions présenter nos condoléances au Gouvernement et au peuple maliens à la suite de la terrible tragédie survenue dans le village d'Ogossagou, où plus de 160 civils ont été tués le 23 mars, à

la suite d'affrontements interethniques. Nous souhaitons un prompt rétablissement aux blessés et nous espérons que les responsables de ces événements seront identifiés et dûment punis. Cet événement tragique, survenu pendant la mission du Conseil de sécurité dans le pays, a démontré une nouvelle fois l'ampleur et la gravité des menaces qui pèsent sur le pays et la région, ainsi que la vulnérabilité du pays et de la région face à la prolifération des forces déstabilisatrices, à savoir les terroristes, la criminalité organisée et l'idéologie extrémiste.

D'une manière générale, nous partageons les évaluations présentées par le Secrétaire général aujourd'hui et dans ses deux rapports publiés en mars sur la situation au Mali (S/2019/207 et S/2019/262). Nous saluons les efforts déployés par Bamako, les acteurs politiques maliens et les groupes signataires – la Coordination des mouvements de l'Azawad et de la Plateforme des mouvements du 14 juin 2014 d'Alger – pour mettre en œuvre l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Nous espérons que la dynamique positive actuelle dans le cadre de la mise en œuvre des principales dispositions de l'Accord relatives à la reconstitution des forces de sécurité maliennes, à la réforme administrative et territoriale et à la préparation d'un référendum constitutionnel sera maintenue. La tenue, dans les délais fixés, des élections législatives prévues pour juin serait un pas important vers le renforcement du dialogue interne au Mali. Ces questions doivent constituer une priorité pour la communauté internationale, dans le cadre de l'assistance qu'elle fournit au pays.

Tout en reconnaissant les évolutions positives évidentes ayant trait au processus de paix au Mali, nous ne pouvons pas perdre de vue d'autres tendances, qui sont malheureusement moins encourageantes. Dans une situation où l'État ne contrôle pas de vastes pans du territoire national, il n'est pas surprenant que ces régions deviennent un terrain propice pour des activités extrémistes. Nous constatons qu'au cours des derniers mois, le nombre d'attaques terroristes, qui visent à la fois les militaires et les civils, a augmenté. Les violations des droits de l'homme sont monnaie courante. Dans le centre du Mali, les conflits interethniques et intercommunautaires continuent de couver, mais également d'éclater ouvertement. De toute apparence, le problème n'est pas seulement une affaire d'antagonismes séculaires entre les populations nomades et sédentaires. Les militants cherchent délibérément à gagner la faveur des résidents locaux en leur fournissant une protection et des services de base, tout en manipulant habilement les différends existants. Pour relever ces

défis, il faut impérativement rétablir l'autorité de l'État. Dans le même temps, nous ne pouvons pas manquer de mettre en exergue les résultats obtenus par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali en matière de réconciliation des parties belligérantes.

Nous sommes particulièrement préoccupés par la détérioration de la situation humanitaire. Le nombre de personnes ayant besoin d'aide continue d'augmenter. Nous appelons tous les donateurs extérieurs à financer d'urgence l'appel humanitaire. Il est bien connu que dans une situation de désespoir, les jeunes maliens n'ont pas d'autre choix que de rejoindre les rangs de groupes terroristes, extrémistes ou criminels. À cet égard, il importe au plus haut point de poursuivre les efforts visant à stimuler l'activité économique et à rétablir les services sociaux dans les régions du centre et du nord.

La situation au Mali est un facteur important de la sécurité de l'Afrique dans son ensemble. Toutefois, il est également impossible d'instaurer la paix dans le pays sans normaliser la situation dans la région. Le facteur libyen continue de jouer un rôle négatif à cet égard. Les liens entre les terroristes opérant au Mali et dans l'ensemble de la région sont de plus en plus évidents. À cet égard, nous appuyons les mesures concrètes prises par les membres du Groupe de cinq pays du Sahel pour mettre sur pied une force conjointe chargée de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée. Nous espérons que le rôle qu'ils jouent pour assurer la sécurité régionale sera renforcé.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général de son exposé très instructif sur l'évolution récente de la situation au Mali et souhaiter la bienvenue au Premier Ministre du Mali, M. Soumeylou Boubèye Maïga. Je voudrais saisir cette occasion pour présenter nos condoléances les plus sincères au Premier Ministre ainsi qu'aux familles des victimes de la tragédie qui a frappé Ogossagou. Je voudrais me concentrer aujourd'hui sur trois questions : le processus politique, la situation en matière de sécurité et la situation humanitaire et en matière de droits de l'homme.

Premièrement, en ce qui concerne le processus politique, nous saluons l'engagement pris par le Président Keita et son gouvernement de donner la priorité au processus de révision de la Constitution. Il s'agit d'une étape indispensable à l'adoption des réformes politiques et institutionnelles essentielles qui ont été envisagées dans l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

Par conséquent, nous demandons à tous les dirigeants politiques et responsables de la société civile maliens de participer activement à ces importantes délibérations et d'y contribuer de manière constructive. Il importe au plus haut point de garantir l'inclusivité et la transparence du processus de révision constitutionnelle. En dépit de certaines évolutions positives, nous déplorons que plusieurs dispositions clefs de l'Accord n'aient toujours pas été pleinement appliquées. Il ne fait aucun doute que la mise en œuvre de l'Accord requiert une détermination et un engagement forts de la part de toutes les parties prenantes concernées. Ceux qui tentent d'entraver ce processus doivent savoir que le Conseil est prêt à prendre toutes les mesures nécessaires contre eux, conformément à sa résolution 2374 (2017).

Deuxièmement, nous demeurons vivement préoccupés par la poursuite de la détérioration des conditions de sécurité dans le centre du Mali et par l'augmentation alarmante du nombre de civils tués. L'horrible massacre perpétré samedi dernier à Ogossagou, dans la région de Mopti, est le dernier signe de l'escalade de la violence au Mali. J'invite donc le Gouvernement à redoubler d'efforts pour remédier à la situation dans le centre du pays, avec l'appui de la communauté internationale, notamment grâce à la mise en œuvre du Plan de sécurisation intégré des régions du centre. Nous condamnons fermement les attaques perpétrées contre les civils dans le village de Koulogon Peul, et nous demandons que les auteurs répondent de leurs actes. Pour que la situation au Mali s'améliore, l'application efficace de l'accord de paix est cruciale. Nous exprimons nos sincères condoléances aux familles des victimes.

Il va sans dire que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) joue un rôle essentiel pour empêcher les groupes armés extrémistes de prendre le contrôle des zones du nord du Mali où l'autorité de l'État est limitée, voire inexistante. Toutefois, la récente visite du Conseil de sécurité dans la région montre clairement que la situation actuelle est extrêmement difficile, et qu'il est nécessaire de créer un dispositif de sécurité plus vaste réunissant la MINUSMA, les Forces armées maliennes, la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel et l'opération Barkhane déployées dans la région.

Troisièmement, la situation des droits de l'homme reste préoccupante, en particulier dans le centre du pays, ainsi que dans la région de Ménaka et dans la province du Gourma, où de graves violations des droits de l'homme

et atteintes à ces droits continuent d'être signalées. Il ne faut ménager aucun effort pour traduire en justice les auteurs de ces actes odieux. Par ailleurs, toutes les forces militaires nationales et internationales présentes au Mali doivent veiller à ce que leurs opérations soient conformes au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire. Nous demeurons profondément préoccupés par la détérioration de la situation humanitaire. L'accès aux services et à une assistance de base, comme la nourriture, l'eau, l'assainissement, l'éducation et les soins de santé, reste limité et difficile. Alors que le nombre de personnes déplacées au Mali augmente, il est de la plus haute importance d'intensifier les efforts pour remédier à cette situation précaire.

En conclusion, il ne fait aucun doute que la paix et la stabilité du Mali demeurent déterminantes pour la paix et la stabilité de toute la région du Sahel. Toutefois les Maliens ne peuvent à eux seuls atteindre cet objectif ambitieux. La Pologne félicite donc le Représentant spécial, Mahamat Saleh Annadif, pour son rôle moteur, et salue le travail acharné que continue d'accomplir l'ensemble du personnel civil et en tenue des Nations Unies dans un environnement difficile. Enfin et surtout, nous félicitons l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne et les autres partenaires bilatéraux et multilatéraux pour leur engagement et leur appui précieux au processus de paix au Mali.

M. Meza-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de l'organisation de la présente séance, et remercions le Secrétaire général pour son exposé édifiant. Nous sommes honorés de la présence des Ministres des affaires étrangères de la France et de l'Allemagne, et saluons également la présence du Premier Ministre malien.

Il y a une semaine, le Conseil de sécurité s'est rendu au Mali, où il a pu observer les progrès accomplis dans le pays au niveau politique. Il a également pu constater de première main la situation humanitaire délicate et la détérioration continue des conditions de sécurité en raison de la montée du terrorisme et de la criminalité organisée.

Le Pérou estime que le Gouvernement et le peuple maliens doivent en priorité continuer de mettre en œuvre pleinement l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, et ce avec l'appui de la communauté internationale. La mise en place des autorités intérimaires; l'accélération du processus de

désarmement, de démobilisation et de réintégration; la réintégration d'environ 1 400 combattants; et les efforts déployés pour parvenir au développement dans le nord du pays sont autant de progrès qui illustrent la volonté des parties d'appliquer l'Accord.

En dépit de ces progrès, il reste encore beaucoup à faire. Il est indispensable que toutes les parties conjuguent leurs efforts pour que les progrès obtenus se traduisent par une amélioration des conditions de vie de tous les Maliens. À cette fin, nous estimons avant tout nécessaire d'engager sans tarder les réformes relatives à la révision de la Constitution et à la décentralisation, ainsi que les préparatifs pour la tenue d'élections législatives pacifiques, transparentes et inclusives, prévues en juin. Nous nous félicitons de la création du comité d'experts sur la révision constitutionnelle et d'un cadre national de concertation. Nous encourageons toutes les parties à travailler sur les réformes nécessaires d'une manière inclusive afin de renforcer la cohésion sociale.

Deuxièmement, nous devons mettre un terme à la détérioration constante des conditions de sécurité, à la poursuite de la violence et à la situation humanitaire critique dans diverses régions du pays, notamment le centre du Mali. Nous déplorons qu'au moins 134 civils, dont des femmes et des enfants, aient été tués lors d'une attaque menée dans la région de Mopti au cours de notre visite. Nous appuyons les efforts déployés pour renforcer les forces armées en vue de les doter des moyens techniques et de la formation nécessaires pour affronter les groupes terroristes et rebelles et gagner dans le même temps la confiance et l'appui de la population.

Il s'avère tout aussi important de lutter contre la violence interethnique, intercommunautaire et religieuse dans les communautés du centre du pays grâce à des initiatives locales en faveur du dialogue. À ces mesures doit venir s'ajouter un système judiciaire indépendant capable d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et d'engager des poursuites, et de contribuer ainsi à l'application du principe de responsabilité et à la lutte contre l'impunité.

Troisièmement, nous devons continuer à œuvrer pour endiguer les inégalités économiques et de développement entre la capitale, Bamako, et les autres régions du pays. L'instauration d'une paix durable ne sera possible qu'au moyen d'une approche globale permettant une amélioration de la sécurité, du dialogue politique et de l'état de droit – des conditions essentielles pour remédier aux causes profondes du conflit. Tout au long de ce processus, il est crucial de promouvoir des

mesures en faveur d'une plus grande participation et autonomisation des femmes et des jeunes, qui jouent un rôle clef dans la définition et la construction de l'avenir du pays.

Pour conclure, nous voudrions souligner que, pour parvenir à la stabilité au Mali, les divers efforts, initiatives et mécanismes déployés sur le terrain doivent rester cohérents sur les plans politique et opérationnel. Nous saluons tout particulièrement le travail qu'accomplit la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali dans un environnement opérationnel singulièrement difficile. Nous sommes favorables à ce qu'elle soit dotée des ressources et des capacités nécessaires au bon accomplissement de son mandat dans les meilleures conditions de sécurité possibles.

M. Ma Zhaoxu (Chine) (*parle en chinois*) : Tout d'abord, je souhaite la bienvenue au Conseil de sécurité au Ministre français de l'Europe et des affaires étrangères, S. E. M. Le Drian, qui préside la séance d'aujourd'hui. Je souhaite également la bienvenue au Premier Ministre Maïga, et remercie le Secrétaire général de son exposé.

Le 23 mars dernier, des violences ont éclaté dans le centre du Mali et fait 160 morts. La Chine condamne fermement ces violences, et nous voudrions exprimer nos condoléances et notre sympathie au Gouvernement et au peuple maliens, ainsi qu'aux familles des victimes.

L'année dernière avait été marquée par la tenue réussie des élections générales au Mali et par un changement pacifique de gouvernement. Depuis que le Président Keita a entamé son nouveau mandat en septembre, le processus de paix au Mali a enregistré des progrès sensibles. Le Premier Ministre Maïga a eu de vastes consultations avec les différentes parties et a beaucoup contribué à cette fin. La Chine félicite le Gouvernement et le peuple maliens pour les efforts inlassables qu'ils déploient afin d'appliquer l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Dans le même temps, nous observons que la situation en matière de sécurité dans le nord et le centre du pays continue de se détériorer. Les activités terroristes se multiplient et de graves problèmes tels que la pauvreté, le chômage et le sous-développement fragilisent le processus de paix. La communauté internationale doit continuer de soutenir la paix et le développement au Mali.

Premièrement, il importe d'intensifier les efforts pour faire avancer le processus de paix et de réconciliation au Mali. La Chine espère que toutes

les parties à l'accord de paix malien consolideront la dynamique positive actuelle, continueront à renforcer la confiance mutuelle et feront passer les intérêts du pays et de la population en premier, œuvrant de concert pour le développement et la reconstruction du pays. La communauté internationale se doit de fournir une assistance et de renforcer les capacités dans les domaines du développement autonome et de la gouvernance tout en respectant l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays. Le régime de sanctions concernant le Mali doit avoir pour objectif d'appuyer le processus politique et le mandat défini par le Conseil doit être strictement respecté.

Deuxièmement, nous devons aider le Mali à renforcer ses capacités dans le domaine de la sécurité. Face à la complexité croissante des problèmes de sécurité dans le nord et le centre du Mali, la communauté internationale doit continuer d'appuyer et d'aider le Gouvernement malien à renforcer ses capacités en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme, comme il l'a lui-même demandé, afin qu'il puisse progressivement exercer des responsabilités accrues en matière de sécurité sur tout son territoire. La paix et la sécurité au Mali sont étroitement liées aux conditions générales de sécurité dans les régions environnantes, ce qui suppose l'adoption d'une approche intégrée en matière de coopération internationale contre le terrorisme au Mali et dans les zones voisines.

La Chine salue les progrès accomplis par le Gouvernement malien et ses forces de sécurité s'agissant d'assumer la responsabilité de la sécurité sur le terrain et se félicite de l'initiative de la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) pour s'attaquer aux menaces qui pèsent sur la sécurité de la région, tel le terrorisme. Nous félicitons l'ONU et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) de leur appui à la Force conjointe du G5 Sahel.

Troisièmement, nous devons encourager le développement socioéconomique du Mali. La communauté internationale doit continuer d'accroître son appui au Mali en vue de consolider son économie et de lui permettre de parvenir rapidement à un développement durable et autonome. C'est ainsi qu'on aidera le Mali à faire face aux problèmes de fond auxquels il est confronté. La Chine appelle toutes les parties concernées à honorer leurs engagements en matière d'aide afin d'alléger la pression financière qui pèse sur le Gouvernement. Le processus de nomination

des chefs des autorités intérimaires dans le nord du pays a été mené à bien il y a quelques jours. La Chine se félicite de ce développement et espère que les processus pertinents pourront aller de l'avant afin que les services de base puissent rapidement être fournis aux populations du nord du pays et que les conditions de vie s'améliorent.

Quatrièmement, il est indispensable d'aider la MINUSMA à poursuivre son travail. La Mission et le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali, M. Mahamat Saleh Annadif, ont joué un rôle clef dans le maintien de la stabilité au Mali, le renforcement de la sécurité et des capacités du pays et l'assistance au processus de paix. Le mandat de la MINUSMA est important pour la sécurité et la stabilité du Mali et de la région du Sahel. Nous espérons que la MINUSMA continuera à coopérer étroitement avec le Gouvernement malien.

La Chine rend hommage aux soldats de la MINUSMA qui ont fait le sacrifice ultime dans l'exercice de leurs fonctions et exprime ses condoléances à leurs familles. Nous avons pris note des mesures prises par le Secrétariat, telles que mentionnées dans le rapport du Secrétaire général (S/2019/262), ainsi que des efforts de la MINUSMA pour améliorer la sécurité de son personnel. Nous espérons que la Mission continuera d'améliorer la sûreté et la sécurité de son personnel et de veiller à ce que le matériel de sécurité soit en place. Parallèlement, elle doit continuer à renforcer la communication avec les pays fournisseurs de contingents et la communauté des donateurs afin de disposer du matériel et des ressources nécessaires pour s'acquitter de son mandat et réagir en cas de légitime défense.

La Chine se tient fermement aux côtés du peuple malien dans sa quête de paix et de développement. La Chine est un des principaux pays fournisseurs de contingents, avec plus de 400 soldats de la paix, spécialisés notamment dans le génie ou la médecine. Notre contribution est largement reconnue et la Chine continuera de travailler avec la communauté internationale pour contribuer à la paix, à la stabilité et au développement du Mali.

M^{me} Mele Colifa (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette importante séance et à saluer votre présence ici en tant que Ministre français de l'Europe et des affaires étrangères, ainsi que celle du Premier Ministre de la République du Mali, S. E. M. Soumeylou Boubèye Maïga, et de tous les autres membres des gouvernements ici présents. Je

voudrais également exprimer ma gratitude au Secrétaire général pour son exposé détaillé et très instructif.

Cela a été dit dans le détail, la situation en matière de sécurité dans le nord et le centre du Mali est marquée par diverses difficultés. Cela a rendu ces deux régions encore plus vulnérables et exposées aux menaces telles que l'extrémisme violent et la criminalité organisée, y compris la traite d'êtres humains et le trafic de drogue et d'armes. À cela s'ajoutent les défis écologiques et climatiques. Face à une situation aussi explosive, qui menace jusqu'à l'existence même de l'État, il importe de continuer à encourager de larges consultations et échanges entre les parties prenantes et les partenaires nationaux et internationaux afin de fournir les outils nécessaires pour combattre et prévenir le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, tant au niveau national que dans la région sahélo-saharienne.

Malgré la mobilisation et l'appui sans faille de la communauté internationale en faveur de la mise en œuvre intégrale de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, la situation dans ce pays demeure très préoccupante. La République de Guinée équatoriale condamne une fois de plus fermement les attaques qui continuent de viser les Casques bleus, le personnel des Nations Unies, les forces armées maliennes et, surtout, la population. Le Gouvernement équato-guinéen tient à exprimer sa reconnaissance et à rendre hommage à toutes les forces de défense nationales et internationales engagées dans la lutte courageuse contre la violence et la criminalité transnationale organisée au Mali et dans toute la région du Sahel. Ces attentats odieux doivent venir renforcer la détermination des autorités maliennes, en collaboration avec l'Union africaine et la communauté internationale tout entière, à poursuivre, dans la mesure du possible, les efforts visant à combattre le terrorisme et l'extrémisme violent, et à promouvoir une paix, une sécurité et une stabilité durables dans ce pays.

Comme nous l'avons souligné hier à la réunion ministérielle sur la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, et compte tenu des événements récents, il est plus nécessaire que jamais de mobiliser davantage la communauté internationale à l'appui de l'action menée par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et par le Gouvernement malien dans le pays et la région. Tous les acteurs internationaux ont un rôle central à jouer, y compris s'agissant de promouvoir une nouvelle approche géostratégique fondée sur la coopération multipartite entre les pays du Sahel, les pays du Maghreb, l'Union

européenne et l'Union africaine, à travers leurs mécanismes régionaux compétents, afin de contribuer de manière notable au renforcement de la sécurité et de la stabilité au Mali et dans le Sahel.

Nous ne nous lasserons pas de rappeler que, face à ce panorama décourageant, il est essentiel que le Gouvernement malien et les groupes armés signataires accélèrent la pleine mise en œuvre des dispositions clefs de l'Accord, également soulignées dans la résolution 2423 (2018). À cet égard, nous saluons les efforts déployés par le Président Keita et par son gouvernement pour promouvoir la révision de la Constitution. Nous nous associons aux propos du Secrétaire général, qui a souligné que la révision de la Constitution est une étape indispensable à l'adoption des réformes politiques et institutionnelles essentielles qui ont été envisagées dans l'Accord, lesquelles permettront de jeter les bases d'une nation unifiée et d'un État plus pacifique et plus stable. Nous insistons, dans le contexte de ces consultations, sur l'importance du caractère inclusif de la réforme et sur la nécessité d'un dialogue permanent avec tous les acteurs politiques et avec la société civile pour pouvoir mener à bien ce processus.

Par ailleurs, le Gouvernement de mon pays estime que, pour maîtriser la situation en matière de sécurité au Mali, les autorités nationales doivent tout mettre en œuvre pour que cessent les massacres de toutes sortes, tel celui perpétré le 23 mars dernier dans le village d'Ogossagou. Les acteurs politiques doivent veiller en permanence à ne pas ouvrir la porte à la guerre civile. Et à cet égard, il faut d'urgence mettre en œuvre les mesures visant à désarmer et à démanteler toutes les milices qui commettent ces assassinats et massacres afin de protéger la population civile. Pour ce faire, les autorités nationales doivent déployer des forces de sécurité dans les localités les plus touchées par ces attaques. Selon nous, cela fait aussi partie de la solution à la crise actuelle.

La solution à long terme pour mettre fin à la violence et à tout conflit passe inmanquablement par un règlement de nature politique. À cet égard, nous exhortons toutes les parties à être pleinement résolues à privilégier et à appuyer toutes les initiatives visant à mettre fin au conflit, telles que la promotion de la justice et la réconciliation entre les fils et filles du Mali, et à y prendre une part active.

M. Matjila (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier S. E. le Secrétaire général de son exposé détaillé sur la situation actuelle

au Mali. De même, nous nous félicitons des remarques perspicaces que vous avez faites, Monsieur le Président, en votre qualité de Ministre français de l'Europe et des affaires étrangères, ainsi que des observations formulées par le Ministre fédéral allemand des affaires étrangères, le Ministre ivoirien des affaires étrangères, le Secrétaire d'État des États-Unis pour les affaires politiques et le Ministre d'État pour le Commonwealth et l'Organisation des Nations Unies du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Par ailleurs, je souhaite tout particulièrement la bienvenue à S. E. le Premier Ministre malien, M. Soumeylou Boubèye Maïga, ainsi qu'au Représentant spécial et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), M. Mahamat Saleh Annadif. Je les remercie de nous avoir accueillis lors de notre récente visite au Mali.

Je voudrais m'associer aux autres membres du Conseil de sécurité pour exprimer notre profonde préoccupation face aux conditions de sécurité actuelles au Mali à la suite des massacres perpétrés, pendant la visite du Conseil, dans les villages d'Ogossagou et de Welingara, dans la région de Mopti, au centre du pays – massacres qui ont fait au moins 160 victimes, dont des femmes et des enfants. Ma délégation tient à condamner avec la plus grande fermeté ces attaques honteuses contre des civils innocents et sans défense. Nous exhortons le Conseil, la MINUSMA et le Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) à contribuer à prévenir de nouvelles effusions de sang et la mutilation systématique de civils innocents, ainsi que la hausse de la criminalité transnationale organisée, qui pourrait réduire à néant les acquis du processus politique.

L'Afrique du Sud se félicite de l'évolution de la situation politique et des progrès réalisés à ce jour dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Nous jugeons particulièrement encourageante la participation active du Premier Ministre malien et du Président Keita à la mise en œuvre de l'Accord, qui témoigne clairement de leur volonté politique de régler la situation dans le pays. En conséquence, l'Afrique du Sud appelle les parties prenantes maliennes à continuer d'accomplir des progrès sensibles dans la mise en œuvre de l'Accord en vue d'instaurer la paix et la stabilité et de préserver la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Mali. Il est de la responsabilité de toutes les parties maliennes d'assurer la mise en œuvre réussie, effective et inclusive de l'Accord afin que le Mali puisse entrer dans une période de paix, de stabilité et de prospérité durables. À cet égard, nous nous félicitons de

la mise en place d'un comité d'experts et d'un cadre de consultation national sur la réforme constitutionnelle, qui contribueront à créer un climat politique propice à la tenue d'un référendum constitutionnel couronné de succès, qui sera le premier du genre depuis 1992.

Le Conseil a la lourde responsabilité, avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine, d'assister le Gouvernement malien et les Maliens en général sur la voie de la paix et de la stabilité durables. La stabilité au Mali est essentielle pour que ce pays puisse réaliser les objectifs de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. À cet égard, nous tenons à saluer les efforts concertés déployés par la MINUSMA pour continuer de s'acquitter de son mandat politique et de sécurité au Mali sous la direction du Représentant spécial Annadif. Les progrès importants réalisés jusqu'à présent sur le plan politique ajoutent foi à la décision du Secrétaire général de rationaliser la coordination des priorités entre la MINUSMA et l'équipe de pays par l'intermédiaire du cadre stratégique intégré des Nations Unies. C'est dans ce contexte que l'Afrique du Sud tient à condamner fermement tous les attentats terroristes contre des civils, des soldats de la paix et les forces de sécurité maliennes, tels les récents attentats perpétrés les 1^{er}, 20 et 25 janvier, le 22 février ainsi que les 16 et 17 mars. Nous engageons les autorités maliennes à demander des comptes aux auteurs de ces crimes odieux.

En Afrique du Sud, nous estimons qu'il importe d'instaurer une paix durable tout en s'efforçant d'atteindre les objectifs de réconciliation et de paix. Nous nous félicitons des progrès accomplis par le Premier Ministre en vue de rendre opérationnelle la Commission vérité, justice et réconciliation. Il faut accorder plus d'attention aux activités de reconstruction et de développement post-conflit ainsi qu'aux droits des femmes et des enfants. À ce titre, l'Afrique du Sud souscrit aux observations du Secrétaire général selon lesquelles la difficulté de la mise en œuvre de l'Accord tient au fait qu'elle

« ne se déroule pas dans un contexte d'après conflit comme on l'avait espéré au moment de sa signature, mais plutôt dans un environnement où perdurent les crises, le terrorisme et la violence extrémiste » (*S/2019/207, par. 57*).

Ces activités risquent d'éroder la confiance entre les parties en conflit. C'est pourquoi le Conseil doit continuer d'appuyer le Gouvernement malien dans la gestion de cette crise.

Il est crucial de lutter contre ces facteurs, compte tenu de la montée du terrorisme et de l'extrémisme violent, et de prendre les mesures nécessaires à cette fin pour rompre le cercle vicieux des conflits sur l'ensemble du continent. Cela contribuerait également à garantir la sécurité, la protection et le bien-être de la population dans le voisinage du Mali ainsi que dans toute l'Afrique subsaharienne. Nous soulignons l'importance de la coordination régionale et internationale dans la lutte contre le fléau du terrorisme et de l'extrémisme violent, car la portée géographique des groupes terroristes est croissante et fait peser une grave menace sur la paix et la sécurité non seulement du Mali, mais également de l'ensemble de la région du Sahel. Dans ce contexte, nous apprécions le rôle que joue l'opération française Barkhane.

L'Afrique du Sud appelle à renforcer la coopération transfrontalière entre les pays voisins afin de renforcer les mécanismes de partage effectif de l'information, ainsi qu'à une coopération et une coordination étroites entre la MINUSMA, le G5 Sahel et la CEDEAO pour mutualiser les efforts visant à régler la situation au Mali et au Sahel.

Ma délégation tient à faire trois observations. Premièrement, nous appuyons le renforcement de l'aide à la MINUSMA et au G5 Sahel. Deuxièmement, nous réitérons la requête du G5 Sahel, qui a demandé l'autorisation de conduire des opérations transfrontières dans les pays voisins afin de neutraliser les groupes armés dans ces pays. Troisièmement, nous appuyons tous les efforts que déploient les autorités maliennes pour étendre leur administration à l'ensemble du territoire malien, en particulier dans le nord du pays. La coopération entre la MINUSMA et les autres acteurs chargés de la sécurité sur le terrain, notamment les Forces de défense et de sécurité maliennes, la Force conjointe du G5 Sahel, les forces françaises et les missions de l'Union européenne au Mali, a une incidence positive sur les conditions de sécurité dans la région.

Le Mali a une énorme responsabilité et consent des sacrifices considérables pour la plupart d'entre nous dans le reste de l'Afrique. Je prie donc le Conseil de se tenir aux côtés du Mali et de son peuple.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : Je tiens tout d'abord à saluer la présence parmi nous du Premier Ministre ainsi que de la Ministre des affaires étrangères de la coopération internationale de la République du Mali. Je tiens à nouveau à remercier Madame la Ministre

pour l'accueil qu'elle nous a réservé dans son pays il y a quelques jours.

Depuis notre dernier débat consacré à la situation au Mali en janvier dernier (voir S/PV.8445), de nouveaux Casques bleus sont tombés, ainsi que de nombreux soldats maliens, et le pays a connu un nouveau pic de violence contre les civils. Le massacre de samedi dernier à Ogossagou nous a, en particulier, profondément choqués. Je voudrais à mon tour saluer la mémoire de toutes les victimes.

La mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali n'a pas progressé aussi vite que nous l'avions tous espéré. La Belgique est grandement préoccupée par les retards pris dans cette mise en œuvre. L'absence de finalisation des mesures majeures de l'Accord hypothèque le développement, la sécurité et la stabilité du Mali et détruit petit à petit les espoirs que l'Accord avait suscités au sein de la population. Elle renforce les ennemis de la paix, qui ne manquent pas de dénoncer la voie du dialogue et du compromis comme une voie sans issue et prônent la violence comme alternative.

La Belgique salue donc bien évidemment les progrès récents dans la mise en œuvre. En particulier, nous mesurons à quel point le processus de réforme constitutionnelle est capital, mais en même temps délicat à mener. Il est capital, car il ouvrirait la voie à la concrétisation d'une série de mesures prévues par l'Accord. Par ailleurs, il permettrait d'adapter la loi fondamentale aux réalités maliennes d'aujourd'hui – sensiblement différentes de celles de 1992 –, et ceci au profit des Maliennes et des Maliens sur l'ensemble du territoire.

Ces efforts et ce courage politique doivent également être étendus aux autres dispositions majeures de l'Accord malgré les difficultés et les obstacles qui, j'en suis conscient, sont parfois importants. Je tiens à souligner que cette responsabilité incombe aux trois parties signataires, et je les exhorte à en faire leur priorité urgente. La Belgique insiste sur le rôle critique des femmes dans la mise en œuvre de tous les aspects de l'Accord pour la paix et la réconciliation, y compris le processus de réforme constitutionnelle, comme indispensable à l'instauration d'une paix durable et inclusive. Enfin, compte tenu de la centralité de l'accord de paix, que j'ai évoquée, je tiens à souligner que la Belgique estime que l'ensemble des mesures du Conseil doivent pouvoir être utilisées contre ceux qui font obstacle à la paix. Des sanctions ont déjà été prises, et

le Conseil devrait être prêt à en prendre de nouvelles si nécessaire.

Comment ne pas évoquer la situation dans le centre du pays, ces régions de Koulikoro, de Ségou et surtout de Mopti, victimes d'une violence désormais quotidienne? Nous saluons les efforts entrepris par le Mali, notamment le lancement du plan de sécurité intégré pour le centre du pays en 2017 à l'initiative du Premier Ministre, tout comme nous saluons ses visites dans la région pour favoriser la paix et la réconciliation. Néanmoins, force est de constater que malgré ces efforts, la situation ne s'est pas améliorée. Outre les actes terroristes, des violences intercommunautaires entraînent une spirale de violence alarmante depuis l'année dernière. Ce phénomène est inquiétant dans un pays comme le Mali, terre historique de mixité et de cohabitation pacifique entre ethnies. Les terroristes et les milices agressives ne peuvent prendre racine.

Comme le Conseil le rappelle régulièrement, la solution ne peut être uniquement sécuritaire, bien que celle-ci soit évidemment indispensable. Les aspirations exprimées en termes de gouvernance, de lutte contre la corruption, de justice et de services de base méritent d'être entendues. Le vivre-ensemble, le refus de stigmatisation d'un groupe ethnique en particulier et la médiation locale sont des paramètres essentiels du retour de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire. Enfin, la lutte contre l'impunité doit être une priorité.

Les événements récents au centre ne peuvent rester sans suite. J'exhorte donc à veiller à ce que les enquêtes nécessaires soient menées à bien et à ce que les responsables soient traduits devant la justice. Sans cela, le ressentiment ne peut qu'augmenter et alimenter encore davantage la violence. Seuls les Maliens ont la clef, et les Nations Unies doivent les appuyer dans ces efforts. À cet égard, la Belgique pense que le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) devrait renforcer l'attention portée à la protection des civils, y compris au centre, et notamment en appui aux autorités.

La Belgique salue l'élaboration d'un cadre stratégique intégré par la MINUSMA et l'équipe de pays des Nations Unies. Il est primordial que les moyens dont dispose l'ensemble des Nations Unies au Mali soient utilisés au mieux, avec efficacité et en synergie là où cela est possible. De même, la Belgique reste attentive à la nature intégrée de la MINUSMA et encourage l'ensemble des piliers à collaborer étroitement entre eux.

Enfin, je ne voudrais pas terminer sans saluer les efforts de l'ensemble du personnel de la Mission, et en particulier du Représentant Spécial Annadif, dans des circonstances souvent difficiles.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Nous nous félicitons de votre présidence de la présente séance, Monsieur le Président, et vous remercions de l'avoir organisée. La convocation de cette séance au niveau ministériel reflète indubitablement l'intérêt que le Conseil de sécurité porte à la question dont nous sommes saisis. En tant que Conseil de sécurité, nous devons y apporter des solutions et appuyer le peuple malien. Je voudrais également saluer la participation du Premier Ministre du Mali et remercier son gouvernement d'avoir accueilli la mission de visite du Conseil de sécurité la semaine dernière.

Nous remercions le Secrétaire général de son exposé très éclairant sur les derniers faits nouveaux en République du Mali, en particulier, et dans la région du Sahel, en général. Je voudrais également remercier et saluer les efforts du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Mohamed Saleh Anadif, et tout le personnel de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), qui travaille quotidiennement dans un environnement dangereux afin d'instaurer la paix au Mali.

Ces derniers mois, nous avons observé des mesures positives dans le cadre du processus de paix. Toutefois, la situation en matière de sécurité s'est détériorée, en particulier depuis le début de cette année, avec un nombre croissant d'attaques visant les soldats de la paix et les forces maliennes, et une multiplication des incidents intercommunautaires. À cet égard, nous sommes horrifiés par le crime odieux commis à Mopti le 23 mars, qui a fait près de 160 morts et que nous condamnons avec la dernière énergie. Nous appelons le Gouvernement malien à mener les enquêtes nécessaires sur ce crime. Nous présentons toutes nos condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au peuple et au Gouvernement maliens. Nous souhaitons également un prompt rétablissement aux blessés.

Je voudrais aborder les questions suivantes dans ma déclaration : la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, la situation sécuritaire et la situation humanitaire.

En ce qui concerne l'Accord pour la paix et la réconciliation, je voudrais noter que, lors de la précédente séance du Conseil de sécurité sur le Mali,

qui s'est tenue en janvier (voir S/PV.8445), nous nous sommes félicités des mesures positives qui avaient été prises pour appliquer l'accord, en particulier l'établissement d'autorités intérimaires au niveau des districts à Kidal, Ménaka et Tombouctou. Nous avons également salué l'accélération du processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). Toutefois, le rythme des progrès reste en-deçà de nos attentes. Comme l'a signalé l'Observateur indépendant, le Centre Carter, nous sommes à mi-chemin dans la mise en œuvre de l'accord. Nous exhortons toutes les parties à intensifier leurs efforts pour assurer son application. De nouveaux retards dans le processus de paix conduiront non seulement à prolonger la crise; ils encourageront également les groupes terroristes à poursuivre leurs activités.

L'engagement de toutes les parties à l'accord de cessez-le-feu depuis 2017 et au processus de paix par le biais du Pacte pour la paix au Mali, signé en octobre 2018, est très positif. L'appropriation nationale du processus de paix est essentielle, et l'ONU doit appuyer ces efforts. Nous appelons les parties à mettre en œuvre toutes les prescriptions du Pacte pour la paix d'une manière globale. Nous les encourageons également à donner la priorité aux dispositions de l'Accord pour la paix et la réconciliation. De nombreuses réformes sont nécessaires, en particulier une réforme constitutionnelle. Ces mesures sont essentielles pour instaurer la confiance entre toutes les parties. Nous demandons au Gouvernement de mener à terme ses efforts, en particulier s'agissant de l'établissement d'un cadre national de concertation. Nous nous félicitons des mesures déjà prises à cette fin.

En ce qui concerne le processus de DDR, nous nous félicitons des mesures engagées pour réformer le secteur de la sécurité et restructurer les forces de défense et de sécurité maliennes. Ces mesures joueront un rôle essentiel dans le renforcement du contrôle exercé par le Gouvernement dans de nombreuses régions qui souffrent de la prolifération des groupes terroristes dans tout le pays. Toutes les parties doivent s'entendre sur le nombre de personnes liées aux signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation qui seront intégrées dans les forces nationales.

La situation sécuritaire est pour nous source de préoccupation, vu l'augmentation du nombre d'attaques dans le pays depuis le début de l'année. Il s'agit là d'une menace non seulement pour le Mali mais aussi pour les pays voisins et toute la région du Sahel. Le 17 mars, nous

avons été témoins d'un attentat terroriste visant une base militaire dans le centre du Mali qui a tué 23 soldats. Des mesures doivent donc être prises pour lutter contre les menaces terroristes. Il incombe aux forces nationales maliennes de mettre en œuvre le dernier plan du Gouvernement pour faire face à la situation dans le centre du Mali. Par ailleurs, il revient à la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) de combattre l'extrémisme violent dans les zones frontalières, étant donné que la lutte contre l'extrémisme violent ne relève pas du mandat de la MINUSMA. Toutefois, nous appelons les deux forces à mettre à profit le savoir-faire de la Mission et à appuyer conformément à la résolution 2391 (2017). Nous soulignons la nécessité d'opérationnaliser pleinement la Force conjointe et l'importance d'assurer son financement durable.

La situation sécuritaire dans le pays est dangereuse et la MINUSMA mérite toutes nos félicitations compte tenu de l'environnement dans lequel elle travaille. Comme le commandant de la Force l'a dit à la Mission, il y a près de 18 attaques aux engins explosifs improvisés chaque mois. Il a également déclaré que la Mission avait amélioré ses capacités et était désormais à même de faire face à la moitié des attaques la visant. Nous saluons les efforts consentis pour relever les défis en matière de sécurité.

En ce qui concerne la situation humanitaire, la détérioration des conditions de sécurité au Mali s'est poursuivie et a eu des répercussions négatives sur la situation humanitaire. Les activités des terroristes dans le centre et le nord du Mali ont contribué au déplacement de 129 000 personnes, et près de 2,5 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire. De nombreuses écoles sont fermées et des problèmes humanitaires persistent dans tout le pays. C'est pourquoi le Gouvernement malien et les gouvernements de la région doivent coopérer avec les travailleurs humanitaires pour faire en sorte que l'aide parvienne à ceux qui en ont besoin. Le Koweït apprécie à sa juste valeur le rôle joué par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour alléger les souffrances du peuple malien. Nous exhortons le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour rouvrir les écoles, étant donné le rôle important que jouent les jeunes dans la stabilisation du pays à long terme.

Le développement est essentiel à la prévention des conflits, car il donne un lueur d'espoir aux populations et constitue un élément important pour les dissuader de rejoindre les groupes terroristes. Nous nous félicitons du travail accompli par le Gouvernement à cet égard.

Nous appelons la MINUSMA à lui apporter son appui et à soutenir le plan d'action prioritaire pour le G5 Sahel, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel. Nous réaffirmons notre position selon laquelle la mise en œuvre de toutes ces stratégies et la réalisation de tous leurs objectifs sont des facteurs de stabilité.

Pour terminer, je me félicite du rapport du Secrétaire général (S/2019/207) sur l'application du paragraphe 4 de la résolution 2423 (2018) et sur l'évaluation des progrès réalisés dans l'application de l'Accord pour la paix et la réconciliation. Le rapport donne un aperçu de la situation actuelle. Nous devons maintenant envisager les prochaines mesures à prendre en vue du renouvellement du mandat de la Mission. Nous suivrons de près l'évolution de la situation au cours des prochains mois et espérons que des progrès seront réalisés durant cette période.

Je voudrais conclure ma déclaration en exprimant ma sincère gratitude aux soldats de la paix participant à la Mission au Mali. Je salue le rôle important qu'ils jouent pour appuyer le processus de paix et assurer la sécurité du peuple malien.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous saluons la présence du Premier Ministre du Mali et des autres ministres qui participent à la séance de cet après-midi.

La recherche de la paix et de la réconciliation au Mali continue de se heurter à de grandes difficultés en raison des conflits qui se poursuivent entre les groupes armés, de la violence intercommunautaire et des retards enregistrés dans la mise en œuvre de parties essentielles de l'Accord pour la paix et la réconciliation. Toutefois, nous reconnaissons et saluons les progrès accomplis dans la mise en œuvre de certains volets de l'accord, en particulier la mise en place des autorités intérimaires, l'accélération du processus de désarmement, démobilisation et réintégration, la reprise du processus de révision constitutionnelle et la tenue de consultations avec les organisations des droits de l'homme et de la société civile sur un projet de loi d'entente nationale.

Toutefois, nous regrettons la lenteur du processus de mise en œuvre de certains volets essentiels de l'Accord, tels que la réforme du secteur de la sécurité et la création d'une zone de développement dans les régions du nord, entre autres. Face à cette absence de progrès dans la mise en œuvre de certains points fondamentaux de l'Accord, le peuple malien perd confiance et espoir.

de changement alors qu'il s'efforce de vivre dans une nation de paix durable et de possibilités. Nous exhortons le Gouvernement et les groupes armés des coalitions la Plateforme et la Coordination des mouvements de l'Azawad à poursuivre leurs efforts concertés pour accélérer la mise en œuvre de l'Accord, pour le bien-être et le progrès de la population malienne elle-même. En outre, nous appelons avec force à fournir les ressources nécessaires pour que les administrations provisoires puissent s'acquitter effectivement de leur engagement à appliquer les accords entérinés dans la résolution 2423 (2018).

La République dominicaine se dit préoccupée par les conditions de sécurité actuelles dans le nord et le centre du Mali, ainsi que par les violences intercommunautaires et les attaques perpétrées par des groupes terroristes contre les Forces de défense et de sécurité maliennes, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), les forces internationales et la population civile, notamment les femmes et les enfants. Dans ce contexte, nous saluons les efforts déployés par la MINUSMA et le Gouvernement pour lutter contre l'impunité et nous nous félicitons de l'ouverture, à Kidal, de l'antenne régionale de la Commission vérité, justice et réconciliation.

Nous condamnons avec force le meurtre de 18 soldats et les blessures infligées à 77 autres membres des forces du maintien de la paix au cours des six derniers mois, ainsi que l'attaque perpétrée dans le village de Mopti, dans le centre du pays, au cours de laquelle plus de 70 personnes ont perdu la vie. Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes. Nous espérons que tous les efforts seront faits pour identifier les auteurs de ces attaques et les traduire en justice.

La République dominicaine est fermement convaincue que l'inclusion des femmes recèle un immense potentiel s'agissant de transformer les sociétés et de contribuer à la paix et à la sécurité. À cet égard, nous saluons les efforts déployés par le Président Keita pour accroître le nombre de femmes affectées à des postes de décision. Nous plaidons pour que d'autres efforts soient engagés, comme l'introduction de systèmes de quotas, aux fins de parvenir à une représentation significative et équitable des femmes dans toutes les sphères de la prise de décision.

De même, nous pensons qu'il est nécessaire que les jeunes participent aux efforts de stabilisation au Mali. La détermination des jeunes ainsi que leurs projets

en faveur de la consolidation de la paix ont un effet démultiplié au sein de leurs communautés. À cet égard, nous appuyons les efforts que déploient l'UNICEF, l'UNESCO, l'Organisation internationale pour les migrations et le Programme des Nations Unies pour le développement pour que les jeunes Maliens participent activement au processus de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation. Aucune société ne pourra prospérer, aucun accord de paix ne sera durable si l'on ne donne pas aux femmes et aux jeunes les moyens d'agir pour consolider la paix et reconstruire la nation.

Je voudrais évoquer les effets néfastes des changements climatiques, qui démultiplient la fragilité de la situation interne du Mali. Cela n'a rien de nouveau. Depuis des années, le Mali fait face à des événements récurrents liés au climat, tels que les sécheresses et les périodes de précipitations variables, auxquels les éleveurs et les agriculteurs paient un lourd tribut, de même que la majorité des Maliens dont la subsistance est tributaire de ces activités économiques.

Associée à des conditions internes marquées par une fragilité, une violence et une insécurité extrêmes, la vulnérabilité climatique du Mali, pays sans littoral et dont une partie du territoire est particulièrement aride, compromet l'ampleur de son développement et la réalisation d'un avenir de paix pour sa population. La situation humanitaire provoquée par la confluence de tous ces éléments, en particulier l'insécurité alimentaire et la pénurie d'accès aux ressources en eau, suscite chez nous des préoccupations particulières.

Dans le même temps, toutefois, nous estimons être face à une occasion de taille. Mieux comprendre les risques liés au climat qui ont une incidence directe sur les conditions de sécurité dans le pays relève d'une tâche primordiale pour le Conseil de sécurité, et en particulier pour la MINUSMA. Il convient de travailler main dans la main avec le Gouvernement malien et ses institutions compétentes afin de mettre en place des mécanismes qui permettront d'évaluer les risques et de concevoir des plans et stratégies axés sur le renforcement de la résilience des secteurs les plus touchés. Dans ce contexte, il faut également établir des canaux d'information et de collaboration avec les communautés locales, dans le but d'amplifier les dispositifs d'alerte rapide qui contribuent à la planification conjointe autour de l'incidence de ces chocs climatiques. Tous ces facteurs s'inscriraient en droite ligne de la démarche multidimensionnelle de la MINUSMA, et correspondraient à la priorité

que s'est fixée le Mali en matière de résilience et de développement durable.

Pour terminer, la République dominicaine salue le travail de la MINUSMA et des différents acteurs nationaux et internationaux qui unissent leurs forces au Mali pour instaurer la paix et la stabilité dans le pays et dans d'autres États frontaliers de la région. De plus, nous sommes convaincus que, pour venir à bout des défis auxquels se heurte le Mali, il faudra se doter d'une stratégie intégrée qui mette en pratique des processus favorisant les progrès sur les questions liées à la paix, au développement, aux changements climatiques et à la sécurité, avec la participation des femmes et des jeunes sur un pied d'égalité. Ce n'est qu'ainsi, en investissant dans les différents facteurs de changement de la société malienne, que le Conseil de sécurité, l'ONU et la communauté internationale pourront instaurer au Mali une paix pérenne et le développement durable de la population.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais à mon tour vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette très importante séance, et remercier le Secrétaire général de son exposé complet sur la situation actuelle au Mali. Je voudrais également remercier le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), M. Mahamat Saleh Annadif, ainsi, bien entendu, que tout le personnel de la MINUSMA sur le terrain. Dans cette même veine, je tiens à souhaiter la bienvenue au Premier Ministre malien, S. E. M. Soumeylou Boubèye Maïga, ainsi qu'à la Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la République du Mali. Je les remercie de nous avoir accueillis dans leur beau pays.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui dans le sillage de la mission que le Conseil de sécurité a effectuée au Mali et au Burkina Faso la semaine dernière. Cette visite nous a été utile puisqu'elle a permis de discuter et de réfléchir à la voie à suivre en ce qui concerne l'appui apporté au processus de paix et au développement au Mali. Nous avons pu constater l'engagement sincère du Gouvernement malien à protéger les intérêts de son peuple. Le Conseil et la communauté internationale doivent donc lui apporter leur plein appui. En outre, je me permettrai d'évoquer trois points pertinents.

Premièrement, les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali sont louables. De fait, on constate certaines

avancées, notamment s'agissant de la poursuite de la mise en place des autorités provisoires, ainsi que du processus de désarmement, de démobilisation, de réintégration et d'intégration. Néanmoins, un travail acharné et des progrès rapides sont toujours nécessaires dans de nombreux domaines. La réforme constitutionnelle, la reconstitution et le redéploiement des Forces de défense et de sécurité, ainsi que la création d'une zone de développement dans les régions du nord – voilà les secteurs dans lesquels l'Indonésie estime que des progrès sont de la plus haute importance. Nous apprécions le sérieux avec lequel le Gouvernement a agi dans ce sens en créant le Ministère de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale – le maître mot étant ici réconciliation. En outre, nous tenons à réaffirmer que nous estimons que la réforme constitutionnelle, notamment, est cruciale pour la réussite de l'Accord. Nous espérons qu'elle continuera de progresser d'une manière constructive et sans exclusive.

Deuxièmement, nous restons préoccupés par la situation sécuritaire et humanitaire, en particulier dans le nord et le centre du Mali. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général (S/2019/262), il y a eu un nombre croissant d'attaques de groupes terroristes visant la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), les Forces de défense et de sécurité maliennes et les autres forces internationales présentes au Mali. L'insécurité au Mali a été sources de détresse parmi la population civile et a modifié ses moyens de subsistance et d'autres services de base dans certaines régions.

Il y a également eu une augmentation du nombre de victimes civiles. Pas plus tard que la semaine dernière, lors de notre visite à laquelle beaucoup ont fait allusion dans cette salle, la violence intercommunautaire a causé la mort de plus de 160 personnes et fait environ 75 blessés. Nous condamnons toute attaque contre des civils ou des soldats de la paix et réitérons nos sincères condoléances, ainsi que nos prières pour les victimes.

À cet égard, nous tenons à réaffirmer une fois de plus l'importance du renforcement des capacités de la MINUSMA et des services de détection et de répression maliens. Nous nous félicitons du lancement par la MINUSMA d'une campagne de protection des civils, qui a facilité le processus de réconciliation entre les communautés. Nous saluons également la série de dialogues communautaires sur le règlement du conflit. Nous pensons que ces mesures de confiance, de facilitation, de médiation et d'engagement

communautaire pourraient renforcer la capacité de la MINUSMA à protéger les civils et devraient donc être encouragées.

Pendant mon séjour au Mali, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des soldats de la paix indonésiens en poste à Bamako et à Tombouctou et j'ai entendu des éloges et de nombreuses histoires positives de la part de la population malienne concernant le rôle que joue la MINUSMA pour aider la population civile, une noble cause dont nous devrions tous être fiers.

Troisièmement, les progrès réalisés devraient se traduire par une amélioration des conditions de vie de la population malienne. La situation au Mali n'a pas seulement eu un impact sur la vie quotidienne du peuple malien en termes de pertes en vies humaines et de moyens de subsistance – il sera également difficile pour le Mali d'atteindre les objectifs du développement durable sans les ressources, l'assistance et la compréhension de la communauté internationale. Nous sommes prêts à partager notre expérience et à renforcer les capacités à cet égard.

Je voudrais également souligner que, plus que jamais, nous, la communauté internationale, devons nous engager et manifester notre solidarité et notre soutien au peuple malien, non seulement en appuyant les résolutions des Nations Unies, mais aussi en appuyant concrètement les efforts de développement économique du Mali. En toute humilité, nous avons fourni des soldats indonésiens de maintien de la paix au Mali dans le passé et nous continuerons à le faire à l'avenir. Alors que la réunion ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix se tient dans la salle voisine, je voudrais réitérer une fois de plus notre engagement à fournir une unité de patrouille de reconnaissance de longue portée à la MINUSMA, qui compterait plus de 200 personnes.

Tous les points que j'ai développés doivent être gardés à l'esprit lorsque nous envisagerons le renouvellement du mandat de la MINUSMA en juin. Comme nous l'avons entendu lors de notre visite au Mali, la MINUSMA reste une présence nécessaire dans le pays. Si elle était absente, il y aurait instabilité et pertes en vies humaines non seulement au Mali, mais aussi dans les pays voisins. Par conséquent, la future configuration et l'éventuelle adaptation de la MINUSMA devraient tenir compte des derniers développements, viser à prévenir toute nouvelle détérioration et avoir pour objectif ultime d'assurer une stabilité durable au Mali.

En conclusion, je voudrais citer un vieux proverbe du peuple malien : « Un seul doigt ne peut rien lever ». Nous avons maintenant besoin des nombreux doigts de la communauté internationale pour aider à créer un Mali sûr et prospère, qui contribuera à la paix dans la région du Sahel. Nous sommes de tout cœur avec le peuple du Mali.

Le Président : Avant de donner la parole à S. E. M. Soumeylou Boubèye Maïga, je voudrais dire un mot complémentaire à mon propos initial puisque nous avons évoqué la place des femmes dans la nouvelle architecture gouvernementale du Mali, et je tenais à saluer notre nouvelle collègue et Ministre des affaires étrangères, M^{me} Kamissa Camara.

Je donne maintenant la parole au représentant du Mali.

M. Maïga (Mali) : Au nom de S. E. M. Ibrahim Boubacar Keita, Président de la République du Mali, ma délégation et moi-même vous adressons, Monsieur le Président du Conseil, nos chaleureuses félicitations pour l'accession de votre pays, la France, à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois de mars 2019. Soyez assuré de la pleine coopération de mon pays à cet égard.

Je voudrais également offrir mes vœux de plein succès à l'Afrique du Sud, l'Indonésie, la République dominicaine, la Belgique et l'Allemagne dans l'accomplissement de leur mandat de nouveaux membres du Conseil. Je saisis aussi cette occasion pour féliciter et remercier les délégations de la Bolivie, de l'Éthiopie, du Kazakhstan, de la Suède et des Pays-Bas pour leur contribution à la recherche de la paix et de la sécurité internationale.

Je voudrais saisir le privilège que m'offre la présente séance pour transmettre à tous les membres du Conseil de sécurité, au Secrétaire général Antonio Guterres et à l'ensemble du personnel des Nations Unies en charge du dossier du Mali, la profonde reconnaissance du Président de la République du Mali, S. E. M. Ibrahim Boubacar Keita, du Gouvernement et du peuple maliens pour leur engagement constant en faveur de la paix et de la sécurité au Mali, au Sahel et dans le reste du monde.

Ma délégation et le peuple malien tenons à exprimer toute notre compassion et présentons aux pays fournisseurs de contingents au Mali et à la famille des Nations Unies, toutes nos condoléances pour la perte des soldats de la paix tombés avec honneur sous les balles des ennemis de la paix.

Conformément au paragraphe 6 de la résolution 2423 (2018) du Conseil de sécurité, et en référence au paragraphe 4 de la résolution et des éléments d'appréciation des résultats obtenus développés dans le Pacte pour la paix, je voudrais rendre compte au Conseil des progrès réalisés par le Gouvernement malien six mois après que, dans sa prestation de serment, le Président Ibrahim Boubacar Keita ait pris l'engagement de maintenir résolument le Mali sur la voie de sortie de crise.

Ma délégation prend acte du rapport du Secrétaire général sous examen (S/2019/262) et se félicite de la clarté de sa présentation et de ses mises à jour sur les développements dans mon pays. Nous prenons également bonne note des observations ainsi que des attentes fortes et pressantes formulées dans le rapport.

Je voudrais tout d'abord assurer les membres du Conseil que le Président de la République du Mali, le Gouvernement, la Coordination des mouvements de l'Azawad, la Plateforme des mouvements du 14 juin 2014 et tous les groupes associés à l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger restent totalement engagés pour la mise en œuvre diligente et inclusive de ses dispositions.

L'établissement d'un ministère en charge de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation a permis de consolider la coopération entre le Gouvernement et les mouvements signataires. Il a également favorisé l'inclusion de tous les autres groupes ayant accepté l'Accord. Tous se reconnaissent aujourd'hui en tant que parties maliennes. La mention faite de cette cohésion dans le rapport sous examen est un motif de satisfaction pour ma délégation.

Comme le Conseil le sait certainement, l'élection présidentielle s'est déroulée les 29 juillet et 12 août 2018 dans un climat apaisé. Le Président Ibrahim Boubacar Keita, qui a été réélu avec plus de 67 % des suffrages exprimés, a prêté serment le 4 septembre 2018. Je tiens à relever la remarquable contribution au bon déroulement du processus électoral des mouvements signataires et ceux associés à l'Accord. Ces parties maliennes ont joué un rôle important dans l'instauration d'un climat apaisé à travers la sécurisation du processus partout où elles se trouvaient. Leur implication positive montre à suffisance leur engagement fort aux côtés du Gouvernement dans la mise en œuvre des dispositions de l'Accord pour la paix et la réconciliation.

Je voudrais aussi reconnaître le rôle important que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a joué tout au long du processus électoral. La Mission des Nations Unies nous a apporté un soutien financier, logistique et technique indispensable à la réussite des opérations de vote et à l'apaisement du climat électoral. Sa coopération avec les organes de gestion du processus électoral, sa participation à la sécurisation des opérations de vote et la formation dispensée par elle aux différents acteurs politiques et sociaux sur la prévention des violences liées aux élections ont fortement contribué à la réussite de la présidentielle. Ma délégation saisit donc l'opportunité du rapport pour rendre un hommage très appuyé au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Mahamat Saleh Annadif, pour son rôle exemplaire et sa contribution à la tenue de l'élection présidentielle apaisée.

Depuis sa mise en place, le Gouvernement a accéléré la mise en œuvre des dispositions de l'Accord pour la paix et la réconciliation, notamment en ce qui concerne les réformes institutionnelles et la mise en œuvre des arrangements sécuritaires. À cet égard, le Chef de l'État nous a instruit d'engager un processus consensuel et inclusif de révision constitutionnelle et de réformes institutionnelles. Le processus qui doit aboutir à l'adoption d'une nouvelle Constitution à travers un référendum a débuté avec l'installation d'un comité d'experts pour la réforme de la Constitution, qui a commencé ses travaux le 16 février dernier. Ce comité est chargé de faire la revue des projets de révision constitutionnelle élaborés par le passé et des dispositions de l'Accord pour la paix et la réconciliation. Il doit aussi tenir compte de l'évolution de la vie politique malienne et conduire de larges consultations au plan national.

Pour mener à bien son travail, il a rencontré tous les partis, les mouvements signataires et associés à l'Accord pour la paix et la réconciliation, les syndicats, les jeunes, les femmes, les autorités traditionnelles et religieuses, les organisations de la société civile. Les quelques partis qu'il n'a pas pu rencontrer lui ont adressé leur contribution. En soutien au travail des experts, le Gouvernement du Mali a mis sur pied un cadre de concertation national qui intègre les partis politiques, les mouvements signataires et associés et les organisations de la société civile.

Enfin, pour renforcer le caractère consensuel de la révision constitutionnelle, le Président de la République a récemment initié des rencontres avec tous les leaders

de la majorité et de l'opposition, en vue de recueillir leur analyse de la situation nationale et leurs propositions pour une vie politique et sociale animée autour d'une vision commune des grands problèmes de notre nation.

En même temps que le Gouvernement conduit les réformes constitutionnelles et institutionnelles, il accélère la mise en œuvre du processus de décentralisation et de la régionalisation. Le Code des collectivités et la loi portant conditions de la libre administration des collectivités territoriales promulgués le 2 octobre 2017 ont établi des bases solides pour la réforme administrative et la décentralisation. Ces lois déterminent l'élection au suffrage universel direct des conseillers municipaux, départementaux et régionaux, ainsi que le transfert de 30 % des recettes budgétaires de l'État aux collectivités territoriales. Dix-neuf décrets fixant le détail des compétences transférées de l'État aux collectivités ont été adoptés.

La mise en œuvre des mesures susmentionnées a permis de porter le taux de transfert à plus de 21 % des recettes budgétaires en 2019. Ainsi, le montant des ressources transférées a été doublé entre 2015 et 2019, avec une augmentation de plus de 190 millions de dollars. En additionnant les ressources et les crédits inscrits en faveur des administrations déconcentrées de l'État, dont le transfert aux collectivités territoriales est envisagé dans le cadre de l'Accord, le taux de transfert sera même supérieur aux 30 % prescrits.

Le Gouvernement a par ailleurs adopté, le 20 février 2019, le décret sur les modalités de transfert des services déconcentrés de l'État aux collectivités territoriales, conformément à l'article 14 de l'Accord pour la paix et la réconciliation. Ce transfert permet de fournir les services sociaux de base aux populations, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'eau, et de l'assainissement. Il crée également les conditions du développement régional, notamment dans les domaines de l'agriculture, de la fiscalité locale, de l'emploi des jeunes, et de l'énergie.

Je me réjouis que le rapport du Secrétaire général sous examen ait constaté que le pourcentage des administrateurs civils et autres représentants de l'État dans les régions du nord et du centre a connu une légère augmentation au cours des six derniers mois. S'agissant des autorités intérimaires, leur présence dans toutes les régions du nord du Mali permet d'encadrer la fourniture des services sociaux de base aux populations. Pour l'installation et le fonctionnement de ces autorités, le

budget de l'État a mobilisé un peu plus de 45 millions de dollars.

Ces acquis, bien qu'encourageants, ne sauraient nous faire perdre de vue l'extrême volatilité de l'environnement sécuritaire dans lequel s'exerce l'action des autorités maliennes. La menace terroriste continue de s'étendre du nord au centre et rend plus compliquée la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation. Les groupes terroristes suscitent, entretiennent et exacerbent les violences intercommunautaires, en ressuscitant des litiges anciens et quelques rivalités séculaires. Pour contrer les nouvelles menaces, le Gouvernement malien a élaboré et mis en œuvre un plan de sécurisation intégrée des régions du centre, comportant un renforcement des dispositifs de sécurité, à travers notamment le déploiement, pour l'année 2018, de 13 000 hommes et la création de 16 nouveaux postes de sécurité, ainsi que des actions de mobilisation sociale, de travaux à haute intensité de main d'œuvre, d'activités génératrices de revenus en faveur des femmes et des jeunes, et des programmes de communication visant à promouvoir la cohésion sociale.

Le Gouvernement a lancé le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) accéléré le 6 novembre 2018 à Gao, Tombouctou et Kidal. Cette opération concerne les éléments du Mécanisme opérationnel conjoint. Elle a permis l'enregistrement et le désarmement de plus de 1 400 combattants sur les 1 600 prévus, tous issus des deux mouvements signataires de l'Accord et des autres groupes armés ayant accepté l'Accord. Ce processus se poursuivra pour accueillir 417 ex-combattants supplémentaires. Ces soldats suivront une formation sous les auspices du Ministère de la défense, de la MINUSMA et de l'Union européenne. À la fin de leur mise à niveau, les combattants seront affectés à la sécurisation de la suite du processus de DDR dans un environnement que le Conseil sait difficile.

Entre février 2018 et mars 2019, plus de 74 405 combattants ont été préenregistrés par la Commission nationale de DDR, parmi lesquels 23 427 ont des armes, 17 000 ont rempli les critères d'éligibilité pour participer au processus de DDR. Je salue ici la collaboration de la MINUSMA qui a fortement contribué au succès de ce processus, ainsi que la Banque mondiale qui a mis à disposition 15 millions de dollars pour la réintégration des 4 000 premiers ex-combattants à démobiliser. Nous avons, parallèlement, entrepris dans le centre un programme de désarmement

pour la réduction de la violence entre les communautés, au terme duquel 1 500 éléments ont été recensés et devraient rejoindre dans les semaines à venir le camp de Soufouroulaye, près de Mopti, pour passer différents tests.

Concernant le processus de réforme du secteur de la sécurité, le Gouvernement a organisé à Bamako du 12 au 14 décembre 2018 un atelier de haut niveau, au cours duquel un consensus a été trouvé avec les mouvements signataires, particulièrement sur les concepts d'armée reconstituée, d'unités spéciales et de police territoriale. Conformément aux dispositions de l'Accord, le Gouvernement a rappelé les anciens éléments des Forces armées maliennes. À ce jour, 505 parmi eux ont réintégré les forces de défense et de sécurité. La question des quotas continue à faire l'objet de discussions avec les mouvements signataires.

Grâce au soutien de l'Union européenne, de la Mission PSDC de l'Union européenne au Mali (EUCAP Sahel Mali) et de la Mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali), les forces de défense et de sécurité maliennes continuent de renforcer leurs capacités, tout en accentuant leur déploiement dans le nord. Le Gouvernement a d'autre part décidé de la création d'un corps de garde-frontières en vue d'une meilleure surveillance des sept frontières du Mali.

Nous avons également fait des efforts pour créer un environnement favorable au développement et à l'action humanitaire. En dépit de conditions difficiles, le Gouvernement a maintenu une croissance économique de 5,3 % et réduit le déficit budgétaire de 2,9 % en 2017 à 2,5 % en 2018.

S'agissant de la mise en œuvre de la stratégie spécifique de développement des régions du nord, il est à signaler que l'instrument de sa mise en œuvre est le Fonds de développement durable. Dans le cadre de l'opérationnalisation dudit Fonds, les textes relatifs à sa création, à son organisation et à ses modalités de gestion ont tous été adoptés entre février et novembre 2018. En attendant l'opérationnalisation effective, le Gouvernement a mobilisé 20 millions de dollars pour financer les dépenses prioritaires urgentes dans les régions de Kidal, Ménaka, Tombouctou et Gao.

Les valeurs de liberté, de dignité et de solidarité sont chères au peuple malien et constituent notre boussole morale. C'est l'attachement à ces valeurs qui explique que pendant plus de cinq décennies, notre pays a participé à des missions de maintien de la paix en

Afrique et hors du continent. De 1960 à tout récemment, le Mali a fourni plus de 2 000 hommes – militaires, gendarmes et policiers –, qui ont été déployés du Congo à Haïti en passant par l'Angola, le Burundi, la Centrafrique, le Darfour, le Libéria, le Rwanda et la Sierra Leone.

Pendant plus d'un demi-siècle, notre pays a répondu sans hésitation et sans calcul chaque fois qu'il a été sollicité, que ce soit pour ramener la paix dans des territoires en conflit, pour aider à un retour à la normale et à la restauration de la démocratie, pour contribuer à la reconstitution de la cohésion nationale, ou pour participer au rétablissement du dialogue entre des communautés déchirées. Au cours de nos interventions, nous avons accompli ce que nous considérons comme notre devoir sacré en tant que nation éprise de paix et de concorde. Par un juste et éloquent retour de l'histoire, nous avons eu droit à un engagement total de la part des nations amies quand nous avons été, à notre tour, confrontés à une terrible tragédie. Pour la libération des régions du nord, pour le rétablissement de son intégrité territoriale, pour la sécurisation de ses populations, notre pays a bénéficié d'une solidarité internationale d'une ampleur exceptionnelle. Cette solidarité, pour laquelle nous ne remercierons jamais assez nos amis et partenaires, s'est encore manifestée tout récemment, quand notre pays a subi en moins d'une semaine deux terribles tragédies qui ont donné à la barbarie un visage que nous ne connaissions pas.

Le 17 mars, 23 de nos soldats ont succombé lors de l'attaque de leur camp par des terroristes dans le village de Dioura. Le 23 mars, le comble de l'horreur a été atteint avec le massacre de plus de 150 habitants du village d'Ogossagou. Ces événements soulignent une fois de plus la mobilisation et la vigilance extrême qui doivent être observées dans le combat que nous menons pour sauvegarder l'avenir de notre nation. Les événements d'Ogossagou et de Dioura ont suscité dans le monde entier une impressionnante vague de compassion et de solidarité à notre endroit. Ils ont révélé à nos compatriotes qu'ils ne sont pas abandonnés dans l'épreuve. Tous les citoyens et toutes les personnalités attachées à la restauration de la paix et de la sécurité dans notre pays se sont en ces circonstances déclarés être Maliens, selon la touchante formule du Secrétaire général.

Je voudrais exprimer, au nom de S. E. M. le Président Ibrahim Boubacar Keita, au nom du peuple malien et au nom du Gouvernement du Mali, notre gratitude émue pour toutes les marques de sympathie qui

nous ont été prodiguées. À nos amis et à nos partenaires, je voudrais réitérer notre détermination à poursuivre sans faiblesse le combat contre les groupes terroristes et les extrémismes, contre tous ces ennemis sans visage ou aux mille visages qui n'ont de cesse de vouloir détruire nos institutions démocratiques et républicaines, la cohésion et le vivre ensemble séculaire de nos sociétés. Je voudrais donner l'assurance que nous rechercherons par tous les moyens les auteurs et complices de différents massacres pour les traduire devant les juridictions compétentes.

Les Nations Unies figurent parmi les partenaires qui, dès les premières heures de la crise de 2012, se sont impliqués dans la sauvegarde de notre pays. Le Conseil a maintes fois réaffirmé sa conviction que le rétablissement et la préservation de la paix dans le monde et la gestion de la sécurité globale de la planète font apparaître de nouveaux impératifs de solidarité et d'entraide, auxquels nulle nation ne devrait se soustraire. C'est pourquoi je voudrais souligner avec force l'importance que toutes les parties maliennes attachent au maintien de la MINUSMA et au renforcement des capacités de celle-ci, afin qu'elle continue à conforter le processus de paix en cours.

Les initiatives à réduire le budget, à réduire ou à reconfigurer le mandat, sont porteuses de risque de remise en cause des acquis fragiles. En effet, pour la première fois depuis sa signature, l'Accord pour la paix et la réconciliation connaît des avancées significatives et une véritable dynamique s'est enclenchée. La pérennisation de cette dynamique nécessite tout le soutien de la MINUSMA, qui travaille sans cesse auprès des groupes signataires et ceux impliqués dans la mise en œuvre de l'Accord pour faciliter la mise en place du DDR et des autorités intérimaires, entre autres.

La MINUSMA fournit aujourd'hui des services vitaux aux populations les plus fragiles, en attendant que la reconstruction de l'État malien soit effective, et joue donc aussi à ce titre un rôle déterminant dans la stabilisation du pays. Une réduction des moyens ou des missions de la MINUSMA aura donc des conséquences extrêmement négatives sur la situation économique, qui aboutira au final au renforcement des groupes terroristes et à une nouvelle dégradation de la situation.

De même, bien que la MINUSMA ne prenne pas directement part aux actions antiterroristes, elle joue un rôle essentiel en soutien aux forces qui assurent cette mission, à commencer par l'opération Barkhane et la Force conjointe du G5 Sahel, dont elle est le complément indispensable.

Les groupes terroristes ont connu des revers importants ces derniers mois. Ces succès ouvrent une fenêtre d'opportunité contre eux et plaident pour un maintien en l'état de la MINUSMA, afin de l'exploiter pleinement. Plus largement, toutes les forces doivent être mobilisées pour empêcher le transfert vers notre pays de combattants étrangers terroristes, ce qui aboutira au renforcement de la menace dans le Sahel et à son extension vers de nouvelles zones, à commencer par les pays du golfe de Guinée comme le Ghana, le Togo, le Bénin ou la Côte d'Ivoire.

Le Mali se réjouit de l'extrême attention portée par le Conseil de sécurité à l'évolution de la situation dans notre pays. C'est justement cette constance du Conseil à notre égard qui nous incite aujourd'hui à soumettre à la perspicacité des membres du Conseil nos préoccupations sur la situation sécuritaire dans la zone sahélo-saharienne. Le Président de la République, S. E. M. Ibrahim Boubacar Keita, a souligné à plusieurs reprises et en des circonstances solennelles que le Mali est engagé en première ligne et est en mission du monde dans le combat contre le terrorisme dans le Sahel. Notre pays fait en effet barrage à un danger terroriste dont il convient de ne sous-estimer ni la dimension, ni la capacité de se projeter au-delà même des frontières de notre continent. C'est pourquoi le chef de l'État a souhaité que ne faiblisse pas l'attention des partenaires à l'égard du Mali. Lui-même s'est investi lors de son mandat de Président en exercice du G5 Sahel pour accélérer l'opérationnalisation de la Force conjointe de cette organisation.

Aujourd'hui, les résultats déjà obtenus nécessitent d'être vigoureusement soutenus par tous nos partenaires, à travers la mise à disposition effective des soutiens annoncés lors de la conférence de Nouakchott du 6 décembre 2018. Tout en réitérant la gratitude du Mali pour le très significatif élan de solidarité qui s'est manifesté lors de cet événement, je réitère l'appel des chefs d'État du G5 Sahel pour un financement prévisible et pérenne des activités de la Force conjointe de l'organisation.

Les récents événements ont démontré que les risques et les menaces que font peser les groupes terroristes et criminels sont désormais non seulement transfrontaliers, mais aussi multidimensionnels et dynamiques. Ces risques et ces menaces se manifestent également sur un espace continu, qui dépasse largement le territoire malien. Or, les mesures qui sont prises pour les neutraliser voient leur efficacité réduite par les limites intrinsèques de l'architecture internationale actuelle en matière de paix et de sécurité.

Nous ne devons en effet pas ignorer le fait que l'expansion prise par les groupes terroristes et criminels ne menace pas uniquement la zone sahélo-saharienne. La menace pourrait se projeter dans un très court terme dans toute la région ouest-africaine. Son traitement solidaire intéresse donc dès maintenant les États de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) non membres du G5 Sahel. Par conséquent, le Mali souhaite voir le Conseil de sécurité étudier la nécessité d'impliquer ces États aussi bien dans le renforcement capacitaire de la MINUSMA que dans un appui aux actions de la Force conjointe du G5 Sahel. Il est important de souligner que les nouvelles initiatives à envisager avec l'implication accrue de la CEDEAO ne doivent pas se substituer aux actions déjà menées par la MINUSMA et par le G5 Sahel, ni faire double emploi avec celles-ci. Le but recherché est de mettre en place des arrangements et des articulations, qui, par leur flexibilité et leur efficacité, renforceront la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière organisée.

Dans le contexte difficile que nous traversons, il me revient, au nom du Président de la République du Mali et au nom du peuple malien, de saluer le travail remarquable de la MINUSMA, sous le leadership de M. Mahamat Saleh Annadif, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et Chef de la Mission.

Notre gratitude va aussi aux forces françaises de l'opération Barkhane, aux pays contributeurs de contingents à la MINUSMA, ainsi qu'à tous les partenaires multilatéraux comme bilatéraux, pour leur engagement constant en faveur du règlement durable et définitif de la crise dans notre pays. Nos pensées vont en cet instant aux valeureux combattants amis tombés lors des affrontements et dont le sacrifice scelle à jamais un pacte de sang entre nos peuples.

Pour conclure, je dirais qu'il nous faut remettre les choses en perspective : il y a sept ans, notre pays était menacé de disparition. Une grande partie du territoire du Mali était sous la coupe de groupes terroristes. L'État était en faillite absolue. Les souffrances des populations étaient extrêmes. Aujourd'hui, en large partie grâce à l'investissement gigantesque consenti par la communauté internationale, en premier lieu via la MINUSMA, grâce au leadership du Président Ibrahim Boubacar Keita et à la détermination des Maliennes et des Maliens, le Mali a relevé la tête et est redevenu une nation debout : les jihadistes ont reflué, la situation sécuritaire est globalement apaisée, un accord de paix historique a été signé, et le processus de consolidation de l'État se poursuit.

Mais nous devons être lucides et réalistes. Si des progrès ont été réalisés au regard de la situation de 2013, la situation reste particulièrement préoccupante. La menace jihadiste perdure malgré les succès militaires, notamment dans le centre du Mali, où les antagonismes ancestraux sont instrumentalisés et engendrent la plus grande souffrance de la population, comme les tragiques événements du 23 mars nous l'ont cruellement rappelé. La mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, malgré nos efforts inlassables et les progrès enregistrés, reste lente et fragile : trop fragile pour que nous relâchions nos efforts, trop fragile pour que la communauté internationale se retire, et trop fragile pour considérer que le travail est terminé.

Je le dis solennellement : le Mali est aujourd'hui à la croisée des chemins. Deux perspectives s'offrent à lui : soit la paix s'enracine et le développement socio-économique peut enfin avoir lieu sur tout le territoire, soit on assiste à un grand bond en arrière au plan politique et de la sécurité. Le risque est réel, et toute la communauté internationale doit en être consciente.

Tous nos efforts, dans tous les domaines, visent aujourd'hui à ce que la première voie soit prise par le Mali : la voie de la stabilité, de la paix et du développement. Comme vous le Conseil le sait, la MINUSMA et, au sens large, toute la communauté internationale jouent un rôle central dans le fragile équilibre et dans les progrès actuels. Dès lors, tout mouvement de retrait sera interprété comme un signe de faiblesse par nos ennemis communs, et comportera un risque élevé d'engendrer un coup d'arrêt fatal à la mise en œuvre déjà laborieuse et complexe de l'Accord pour la paix et la réconciliation.

La réussite du Mali sera la réussite de la communauté internationale, tout comme l'échec du Mali sera aussi celui de la communauté internationale. Les enjeux, comme on le sait tous, sont des enjeux globaux. Je lance donc aujourd'hui un appel solennel à maintenir et à renforcer la mobilisation internationale, qui constitue pour nous une source permanente de motivation et d'engagement. Car donner des raisons de croire en la paix et en la stabilité grâce la solidarité internationale est notre devoir à tous vis-à-vis du peuple malien et des populations du Sahel.

La séance est levée à 17 h 15.